



# Ruptures et Fondations

L'héritage de la Révolution  
dans le Rhône et à Lyon

© SEV communication (69)

## Pourquoi parler de la Révolution française aujourd'hui ?

La décennie révolutionnaire (1789-1799) demeure aujourd'hui encore la plus importante rupture politique de l'histoire de France.

Dès les premiers mouvements, il est urgent d'affirmer qu'il ne s'agit pas d'une simple révolte mais bien de la mise en œuvre d'une nouvelle manière d'exister. Alors, pour porter haut les principes d'un nouvel idéal, on abolit et on déclare.

Mais le socle est mouvant et rend le chemin malaisé : combien d'arrêts, de pas de côté et de reculs, pour qu'une loi ou un décret vienne fonder une avancée juridique, une innovation administrative...

Lyon, devenue le cœur d'une effroyable tourmente, s'embrace sous les coups redoublés de deux factions qui se déchirent quant à la conduite d'une République que l'une et l'autre revendiquent.

En offrant les traces sensibles, presque quotidiennes, de son aventure révolutionnaire, l'exposition invite à considérer le chemin parcouru sans perdre de vue l'avenir qui s'écrit.



Marianne de Létra, fin XVIII<sup>e</sup> s.  
Classée monument historique  
le 5 décembre 1996.  
Mairie de Létra



Bonnet de la liberté, fin XVIII<sup>e</sup> siècle.  
Pierre Aubert / musée d'histoire  
de Lyon – Gadagne

# Prendre la parole

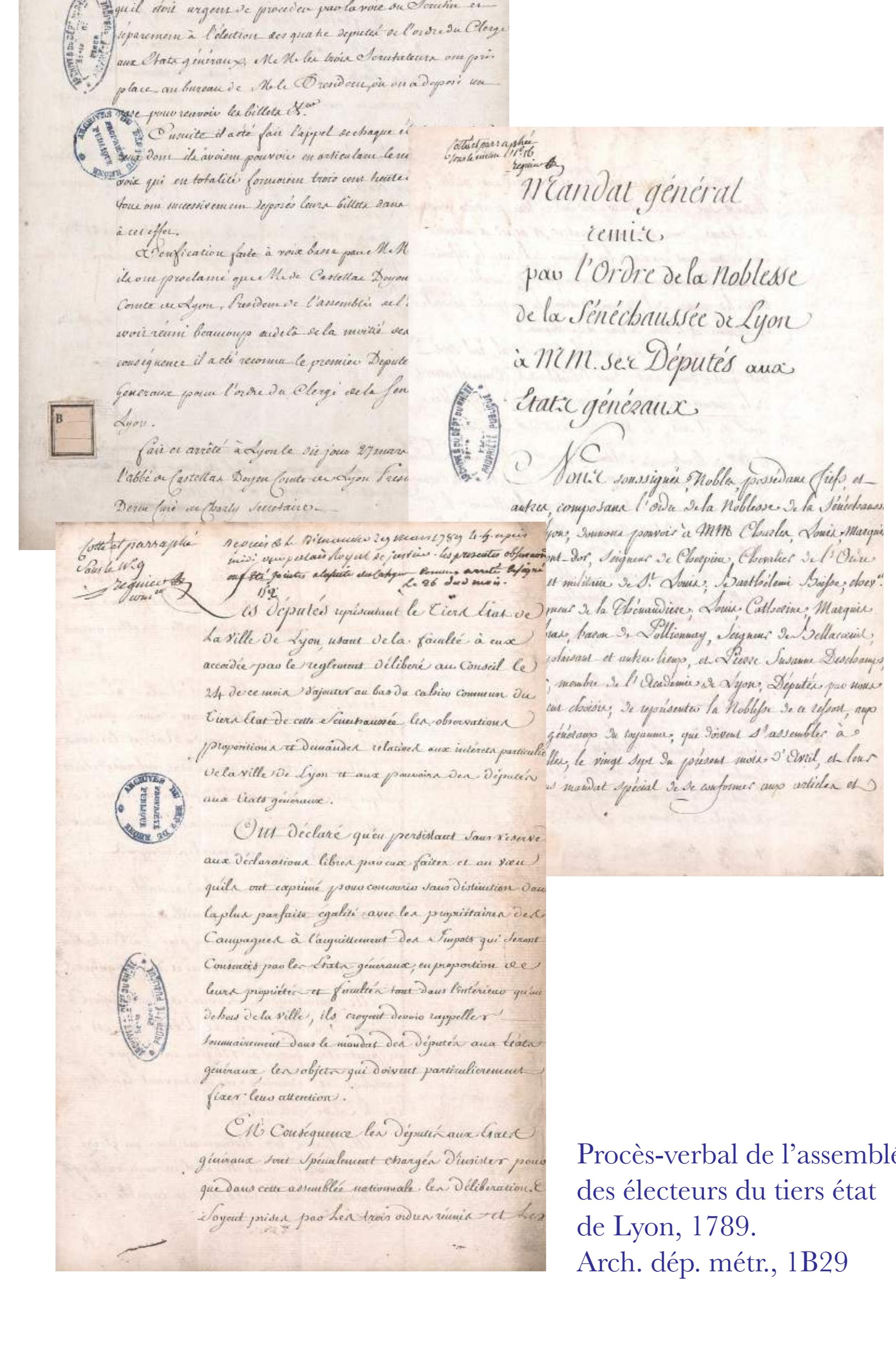
## La convocation des États généraux

La France de 1789 est définie par une hiérarchie sociale et des droits et devoirs spécifiques à chaque groupe. Constituée en trois ordres, le clergé, la noblesse et le tiers état, elle est par essence inégalitaire.

Dans cette société, la parole est contrôlée par la censure et l'avis de la population n'est que rarement demandé.

En 1788, les difficultés économiques et financières, la résistance des notables à toute réforme et des disettes successives ébranlent le royaume de France.

Le roi Louis XVI espère surmonter la crise et restaurer la cohésion en convoquant des États généraux, une assemblée qui réunit des représentants des trois ordres.

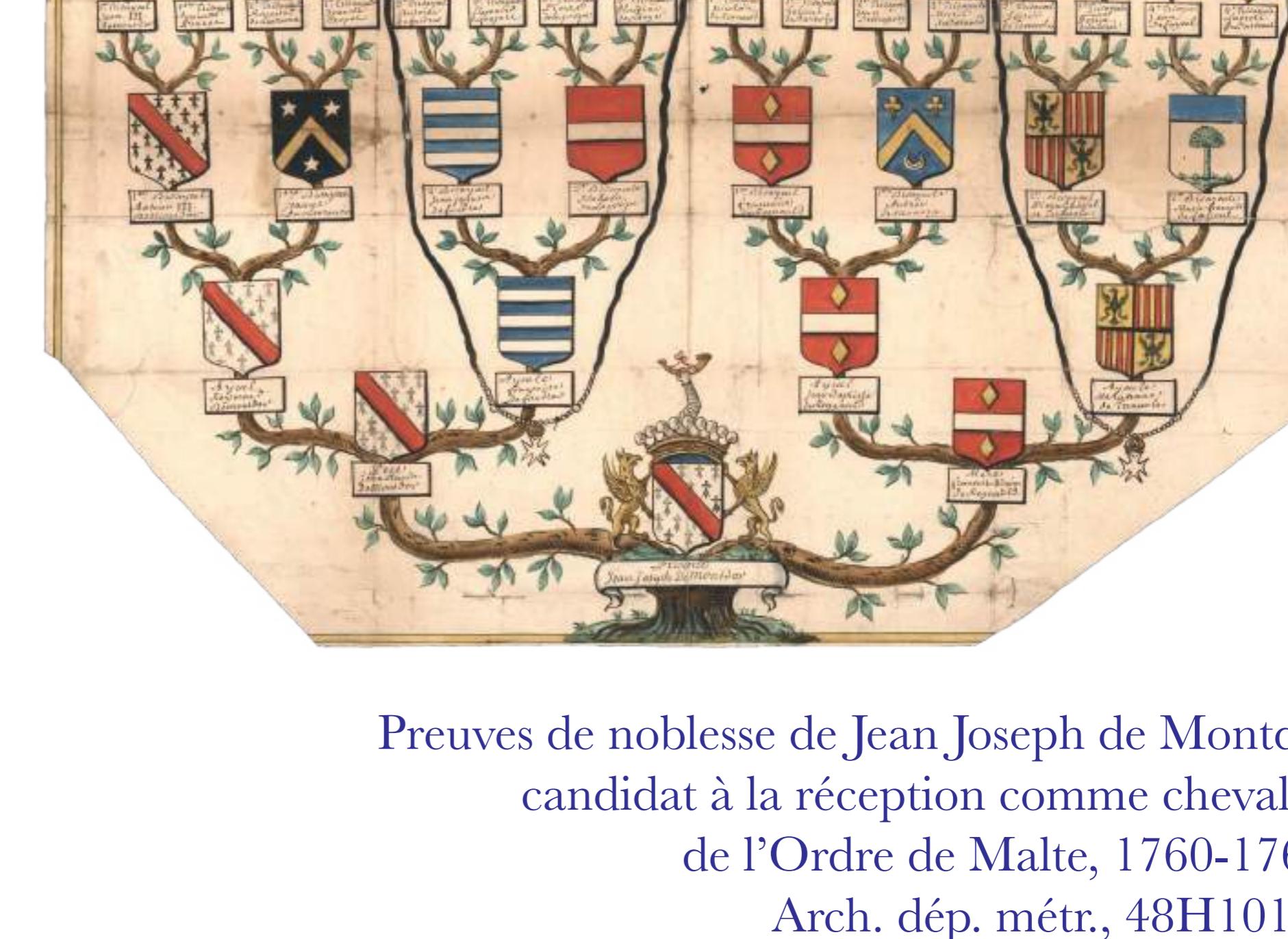


Mandat général  
remis  
par l'Ordre de la Noblesse  
de la Sénéchaussée de Lyon  
à MM. sex Députés aux  
Etats généraux.

Procès-verbal de l'assemblée  
des électeurs du tiers état de Lyon, 1789.

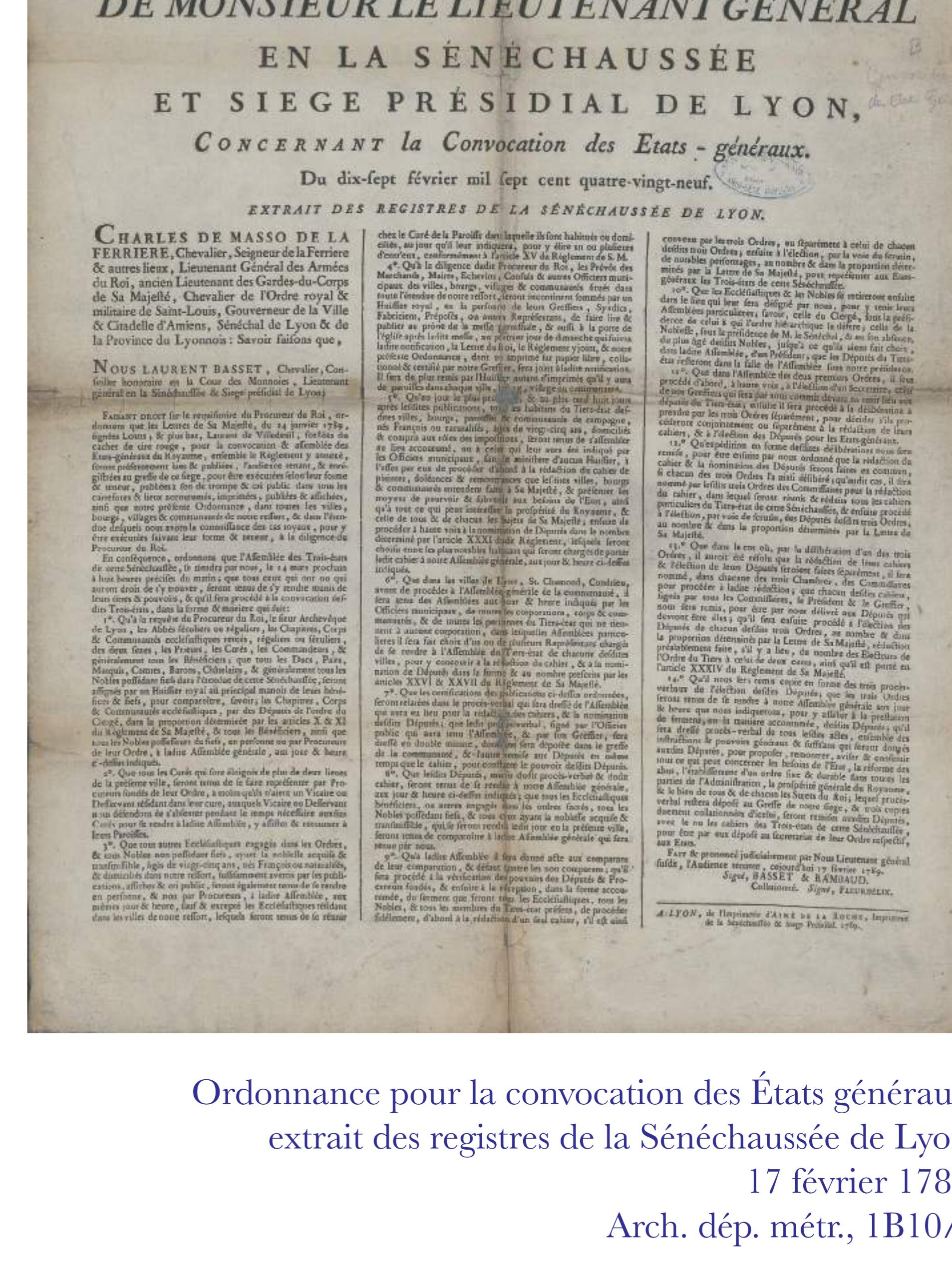
Arch. dép. métr., 1B29

Mandat général remis aux députés de la noblesse aux États généraux, 1789.  
Arch. dép. métr., 1B27



Preuves de noblesse de Jean-Joseph de Montdor candidat à la réception comme chevalier de l'Ordre de Malte, 1760-1769.

Arch. dép. métr., 48H101/3



Ordonnance pour la convocation des États généraux, extraite des registres de la Sénéchaussée de Lyon,

17 février 1789.

Arch. dép. métr., 1B10/1

Leur convocation suscite de vifs débats sur leur composition : le tiers état, qui représente la majorité de la population, demande que ses députés soient aussi nombreux que ceux de la noblesse et du clergé réunis.

Le roi finit par accepter en décembre 1788.

Les députés sont élus dans les deux circonscriptions électorales présentes sur le territoire actuel du Rhône et de la Métropole : la sénéchaussée de Lyon et le bailliage du Beaujolais.

## Les cahiers de doléances

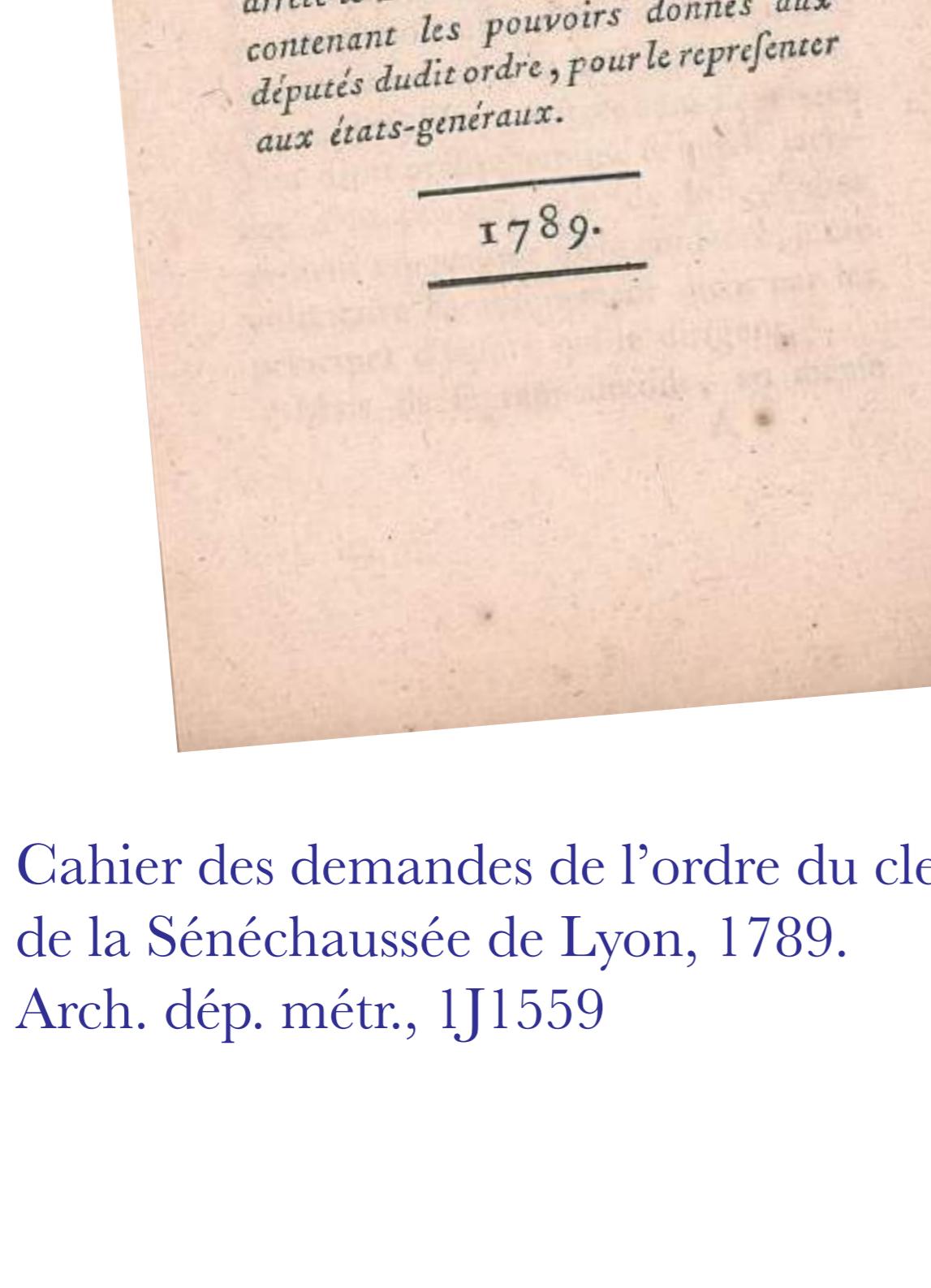
Les « cahiers de remontrances, plaintes et doléances » sont rédigés par des commissaires de chaque ordre après consultation des habitants de leur circonscription. Ils sont ensuite approuvés et compilés par une assemblée.

La monarchie et le roi n'y sont pas remis en question : les revendications portent principalement sur les problèmes économiques, sur la fiscalité et sur l'organisation de la justice.

**“Notre premier vœu est l'établissement d'une constitution vraiment nationale ,”**

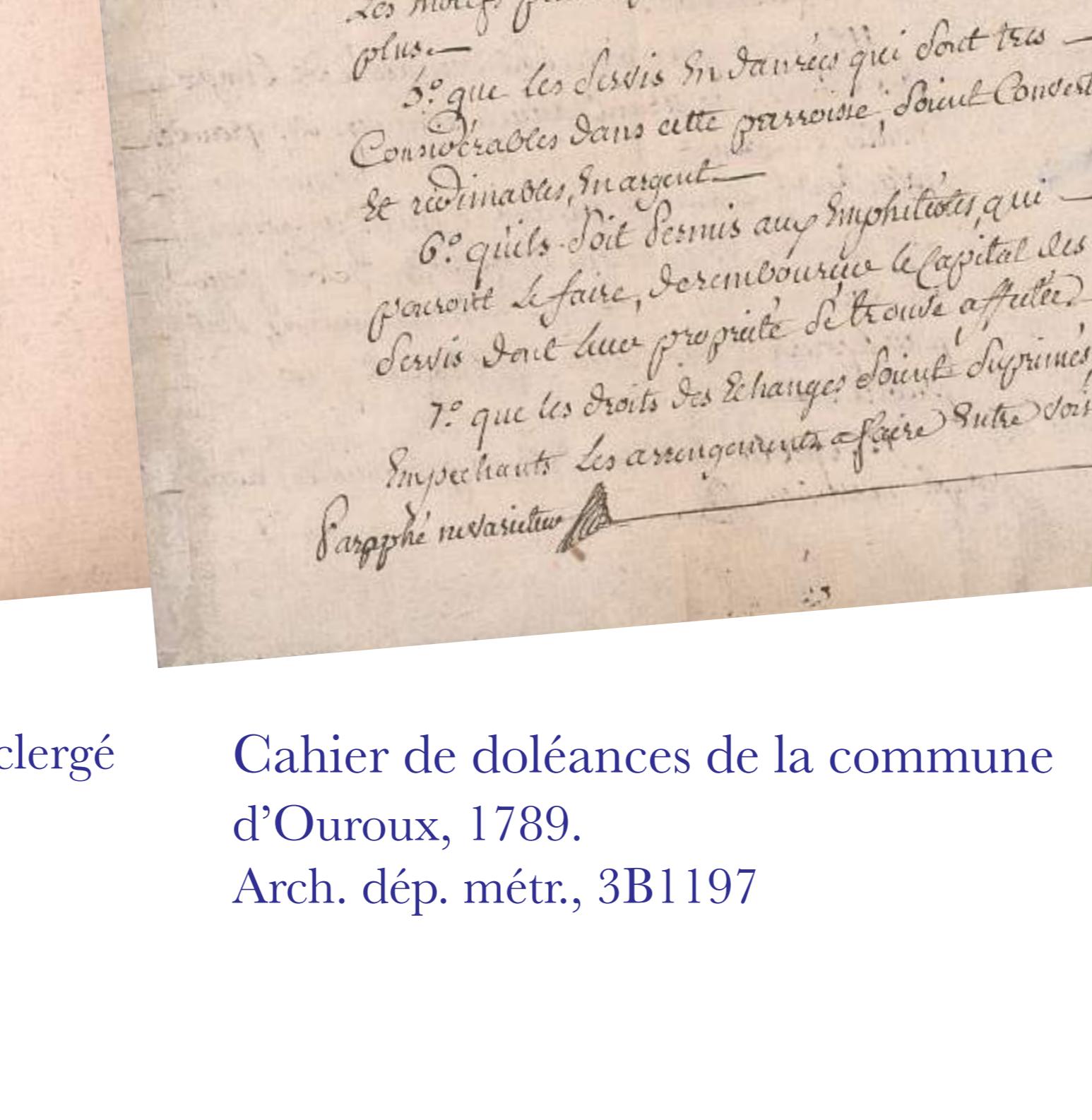
Cahier commun du tiers état, 1789, p. 128.

Arch. dép. métr., CM223



En vertu des ordres du Roi , du 24 Janvier de la même année , pour la convocation des états généraux , & arrêté le 28 Mars suivant , fait cahier contenant les pouvoirs donnés aux députés dudit ordre , pour le représenter aux états généraux .

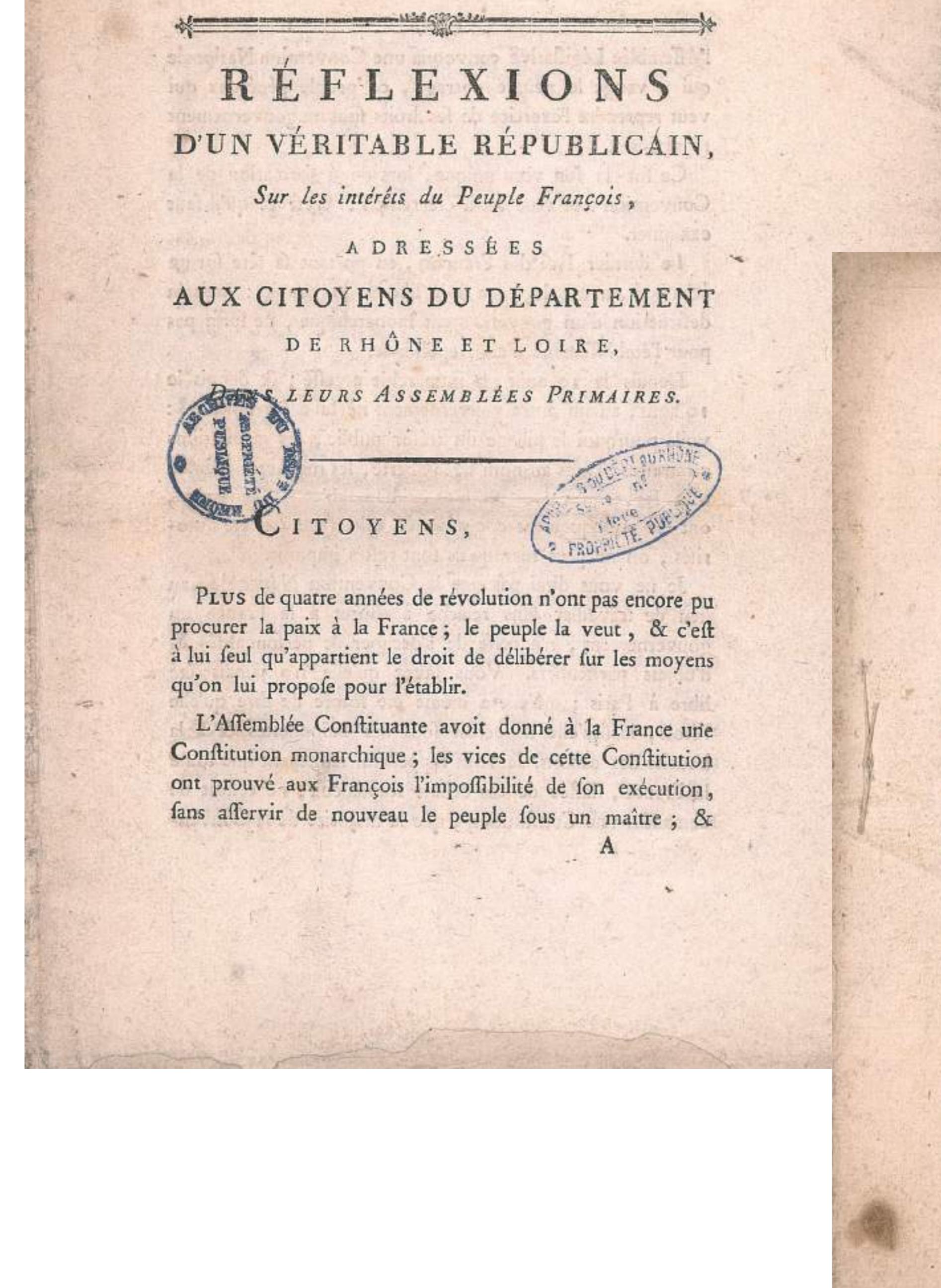
1789.



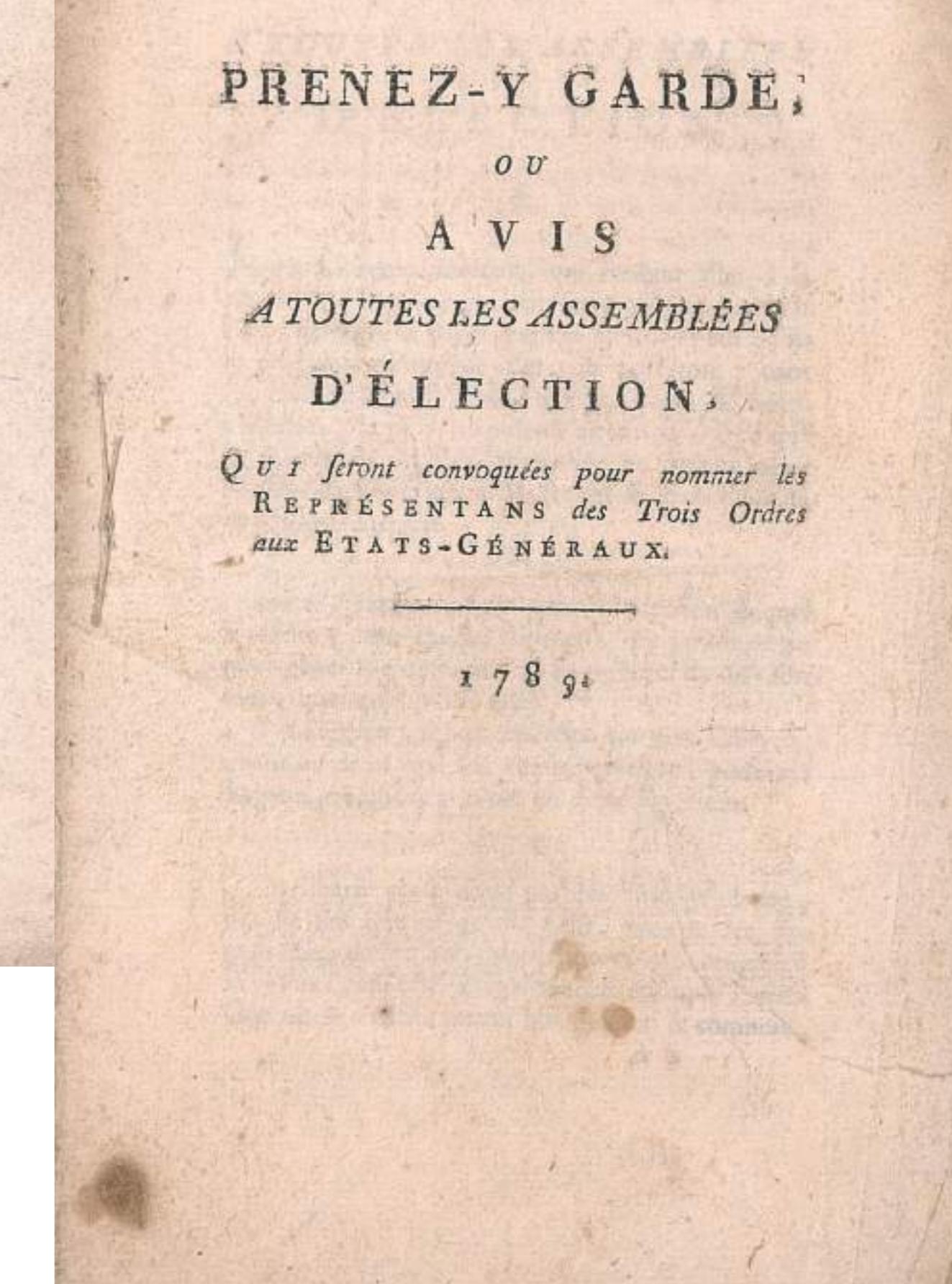
# Prendre la parole

## L'expression citoyenne

La *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* du 26 août 1789 érige « la libre communication des pensées et des opinions » comme « un des droits les plus précieux de l'homme ». Jusqu'en 1792 et avant que la censure ne soit réinstaurée, chacun est libre de faire connaître ses opinions.



Réflexions d'un véritable républicain, 1793.  
Arch. dép. métr., IL377



La voix du peuple se manifeste également par les élections, nouvelle forme d'expression politique et démocratique. Les élections législatives de 1792 sont les premières à avoir lieu au « suffrage universel », mais seulement pour les hommes de plus de 21 ans et de nationalité française.

District de Villefranche		Tableau, de la Population en Hommes Femmes et Enfants et de la Population active du District de Villefranche à l'Assemblée de l'Hône et Loire.	
Paroisses	Population	Paroisses	Population
	Active.		Active.
Villefranche	4616.	840.	1836.
Châlonnes	190.	59.	128.
Cugurettes	950.	108.	121.
Olli	196.	32.	219.
Gombieroux	589.	25.	216.
Quillys	340.	112.	190.
Cucy	859.	109.	204.
Orge	1100.	241.	135.
Total de la paroisse	12251.	1835.	2604.

Tableau de la population active du district de Villefranche, 1791.  
Arch. dép. métr., IL333

Prenez-y garde ou avis à toutes les assemblées d'élection, 1789.  
Arch. dép. métr., IJ1989

Les clubs politiques et sociétés populaires sont aussi des lieux d'échanges et de débats. Regroupant principalement des hommes, ils s'implantent sur tout le territoire et acquièrent peu à peu une forte influence sur la vie politique, jusqu'à leur dissolution en 1795.



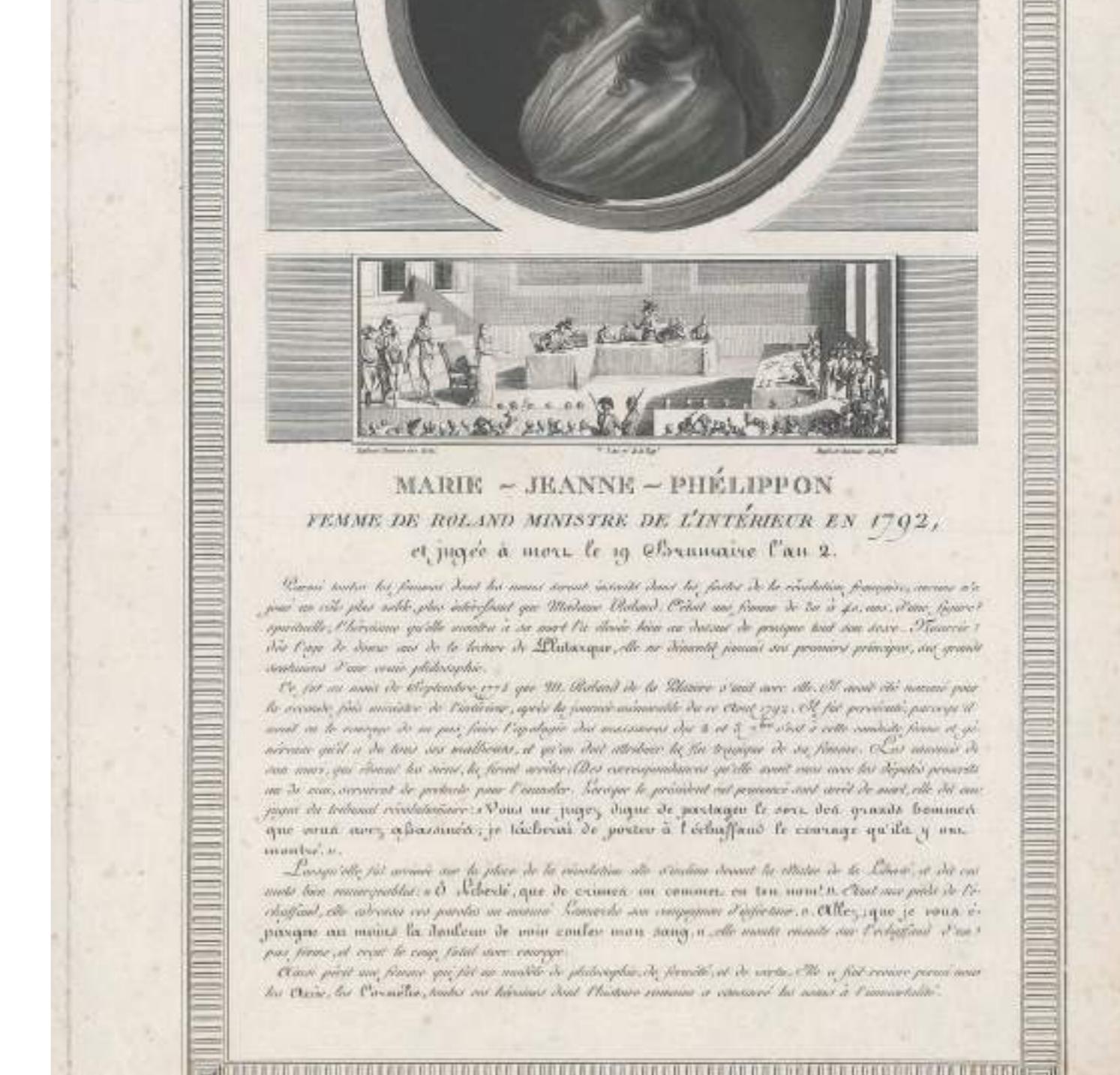
Diplôme d'adhésion à la Société populaire de Cogny, 1794.  
Arch. dép. métr., IJ1620

## La place des femmes

En 1789, les femmes jouent un rôle essentiel dans les événements révolutionnaires comme lors de la prise de la Bastille le 14 juillet. Les 5 et 6 octobre suivants, plus de 7 000 Parisiennes marchent sur Versailles pour réclamer du pain. Rejointes par des députés émeutiers, elles provoquent le retour et l'installation du roi à Paris.



Avant-garde des femmes allant à Versailles, estampe anonyme, 1789.  
Papier, gravure coloriée.  
Musée de la Révolution française-Domaine de Vizille, Département de l'Isère, 1985-433



Portrait de Madame Roland (1754-1793).  
Arch. mun. Villefranche 1FI197/5

Les femmes sont des citoyennes « passives », sans droits civiques même si la loi sur le divorce de septembre 1792 les reconnaît comme des individus juridiques libres de dénouer le contrat conjugal.

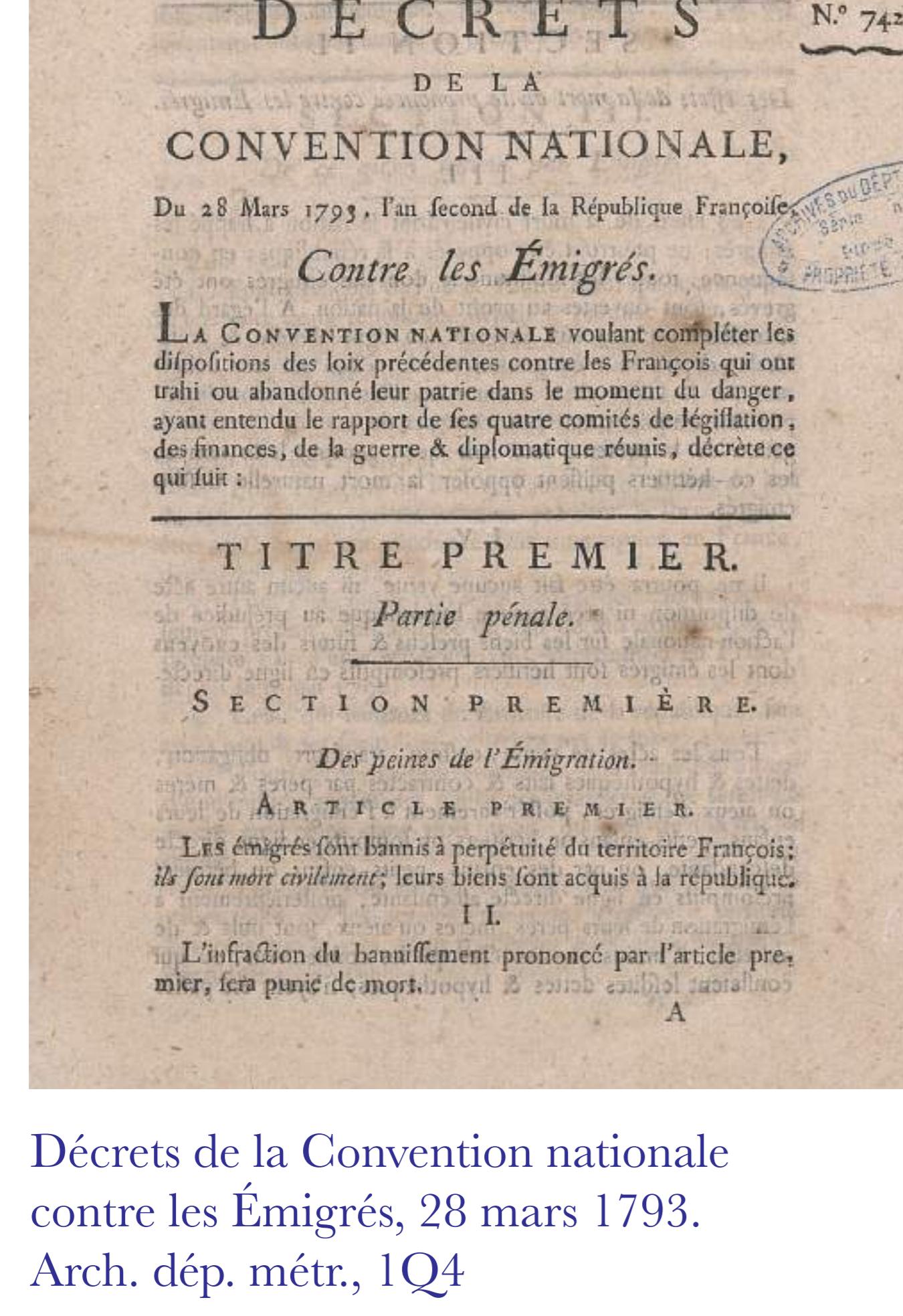
Seules quelques grandes figures féminines peuvent réellement s'exprimer comme Olympe de Gouges ou Manon Roland, égérie des Girondins. Au même titre que les hommes, elles sont condamnées et exécutées en 1793 pour des raisons politiques.

**“ La femme a le droit de monter sur l'échafaud ; elle doit avoir également celui de monter à la Tribune ,”**

Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne, article 10, Olympe de Gouges, 1791.

# Refuser la parole et réprimer l'opposition

## Les émigrés



Décrets de la Convention nationale contre les Émigrés, 28 mars 1793.  
Arch. dép. métr., 1Q4

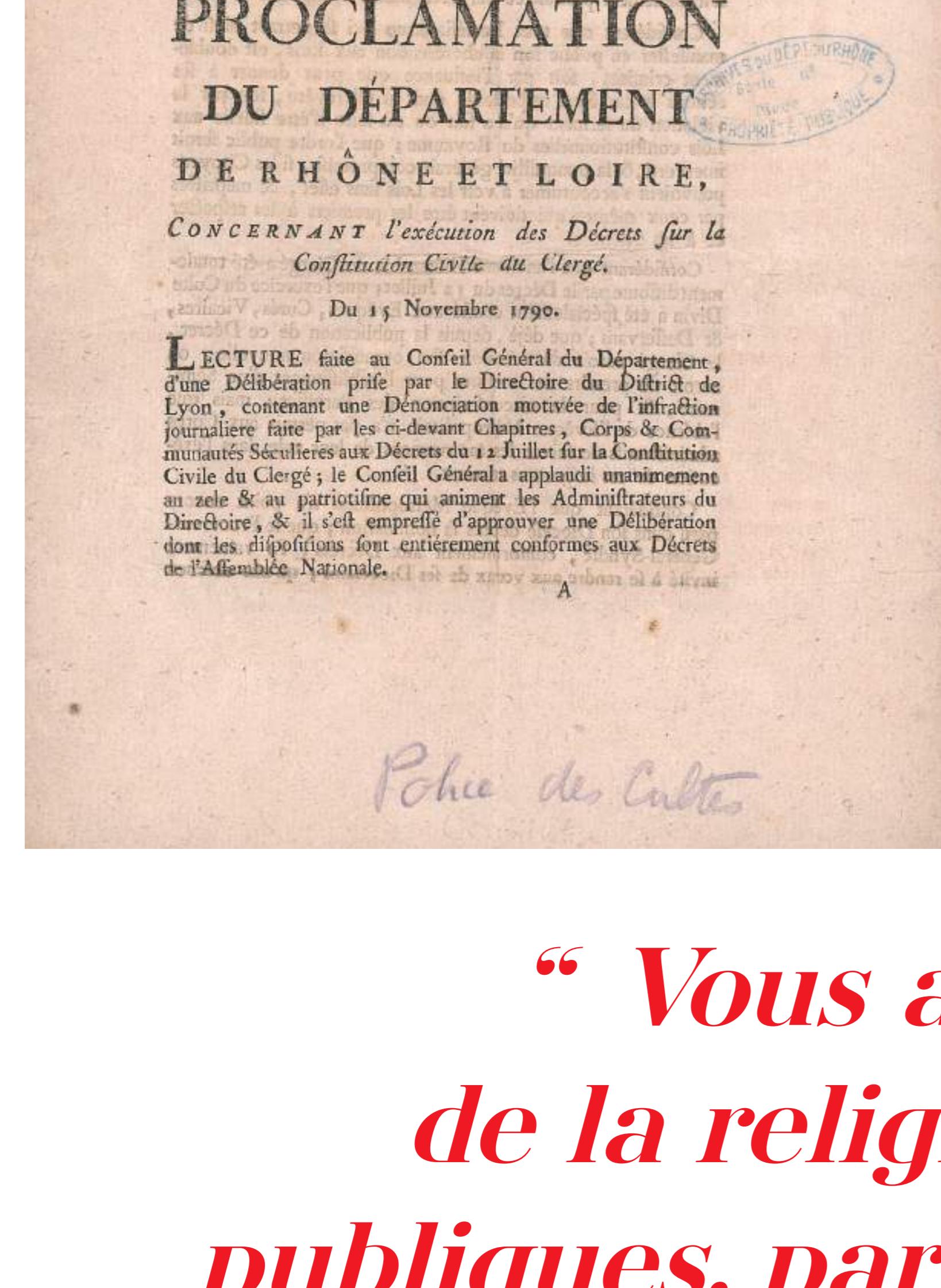


Les réfractaires allant à la terre promise, estampe anonyme, s.d.  
© Coll. Musée de la Révolution française  
- Domaine de Vizille, Département de l'Isère, 1985.36

Dans ce nouvel espace de liberté, certains citoyens sont pourtant accusés et poursuivis en raison de leur statut, de leurs idées ou de leurs actions. Jusqu'en 1792, il s'agit surtout des nobles partis se réfugier à l'étranger et des prêtres réfractaires : les émigrés.

S'y ajoutent progressivement des militaires, des bourgeois et des gens du peuple qui fuient par peur des réformes. La politique menée envers ces émigrés se durcit à partir de 1792 car la France est entrée en guerre. Ils ne sont plus considérés comme des citoyens français et risquent la peine de mort s'ils reviennent sur le territoire.

## Le clergé et l'Église



L'abolition des priviléges et le désir d'égalité remettent en cause la position du clergé catholique. Le catholicisme n'est plus la religion d'État mais un culte parmi d'autres.

Dès 1789, l'Assemblée nationalise les biens du clergé pour les vendre et résoudre la crise financière. Le 12 juillet 1790, l'Assemblée constituante réforme l'organisation de l'Église : c'est la Constitution civile du clergé.

Proclamation pour l'exécution de la Constitution civile du clergé, 15 novembre 1790.  
Arch. dép. métr., 1L1082

**“ Vous anéantirez tous les symboles extérieurs de la religion, qui couvrent les chemins et places publiques, parce que les chemins et places publiques sont la propriété de tous les Français ,”**

Instruction adressée aux autorités constituées des Départements de Rhône et de Loire par la Commission temporaire de surveillance républicaine, 16 novembre 1793.

Arch. dép. métr., CM186

Prêtres et évêques deviennent des fonctionnaires élus par les citoyens ; ils doivent prêter serment de fidélité à la nation. Cette obligation, acceptée par le roi mais rejetée par le pape, divise profondément le clergé entre les « jureurs » qui acceptent le serment et les « réfractaires » qui le refusent. Lorsqu'ils n'ont pas émigré, ces derniers sont emprisonnés, déportés ou condamnés à mort.

Cette crise provoque en 1793-1794 une grande vague de violences contre le culte catholique.



Assiette représentant un prêtre jureur, 1791.  
© Coll. Musée de la Révolution française-Domaine de Vizille, Département de l'Isère, 2002.5.103

Etat Naufrage des ecclésiastiques qui ont abjuré leur Etat et Courtoisie	Secours commun	Collationnaire ou Mariste
62 Jean Guichard curé à Villefranche	62 1000	20
63 Louis Guichard curé à Poligny	63 800	100
64 Joseph Calon curé à Domenech	64 1000	20
65 Berthier curé à Granges	65 800	100
66 Jean Marie Chambon curé à Lons	66 800	100
67 Jean Marie Noiret curé à Lons	67 800	100
68 Aimé Béjot curé à Melun	68 800	100
69 Louis de Vendôme curé à Pétrolis	69 800	100
70 Jacques Guérard curé à Domenech	70 800	100
71 Nicolas Faugeron curé à Poligny	71 800	100
72 Claude Grascur curé à Domenech	72 800	100
73 Jean Robert curé à Poligny	73 800	100
74 Gaspard curé à Domenech	74 800	100
75 Sébastien Dumon curé à Poligny	75 800	100
76 Désiré Descombes curé à Domenech	76 800	100

Liste des curés et vicaires assermentés dans le District de Villefranche, 1791.

Arch. dép. métr., 1L1091

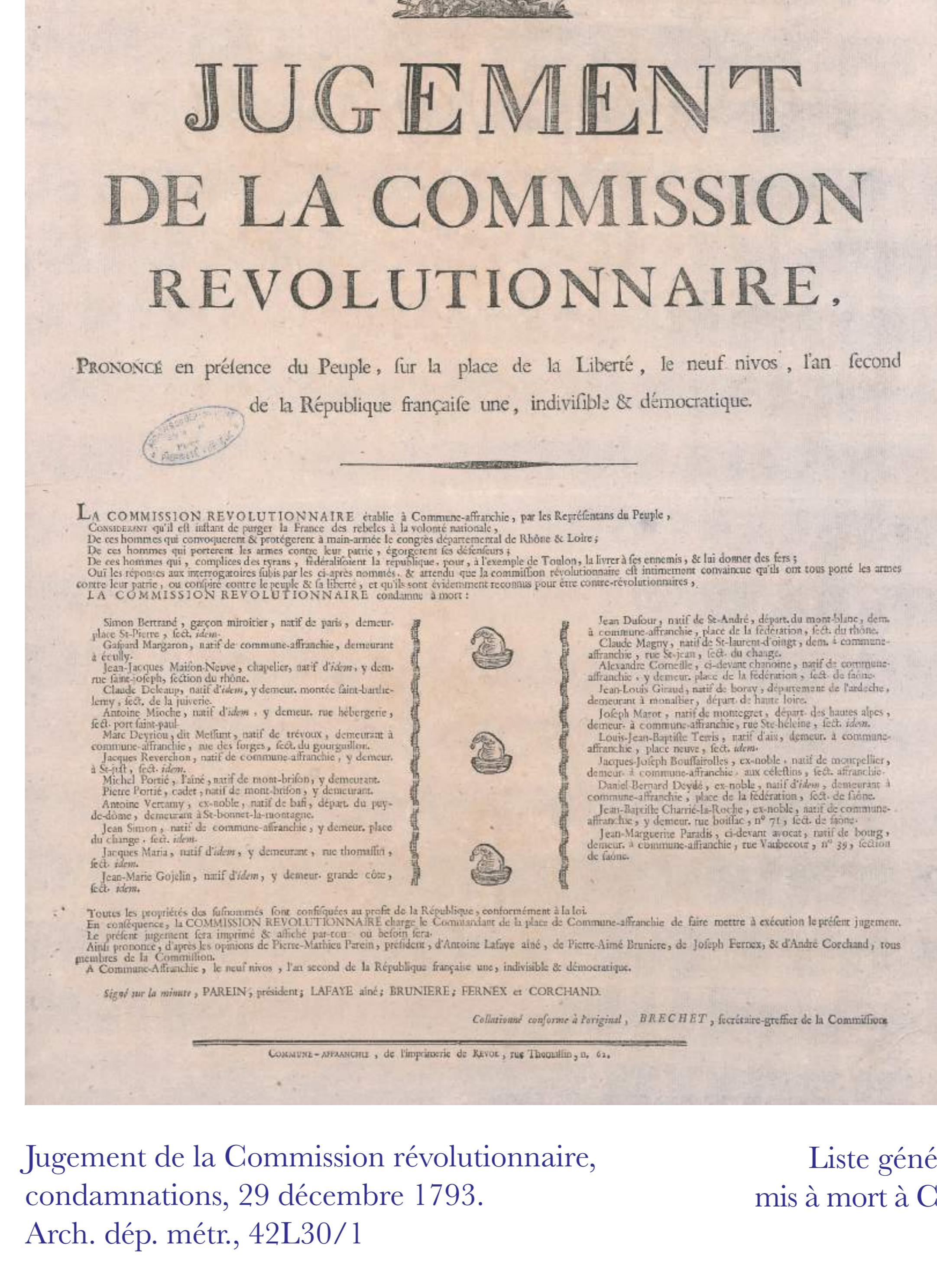
# Refuser *la* parole *et réprimer* l'opposition

# La nouvelle organisation mise en place à la D

les bases de l'organisation actuelle. Mettant fin à la complexité des juridictions d'Ancien Régime, elle instaure un tribunal de paix par canton, un tribunal de district pour les affaires de plus grande importance et, à partir de 1792, un tribunal criminel par département avec un jury de citoyens.

La Terreur renforce cette organisation avec une justice d'exception (1793-1794) particulièrement présente

a Lyon après la prise de la ville en octobre 1793 : une Commission militaire pour juger ceux qui ont pris les armes contre la Convention et une Commission de justice populaire pour les autres rebelles.



*ice du peuple de*

s'appesantir sur

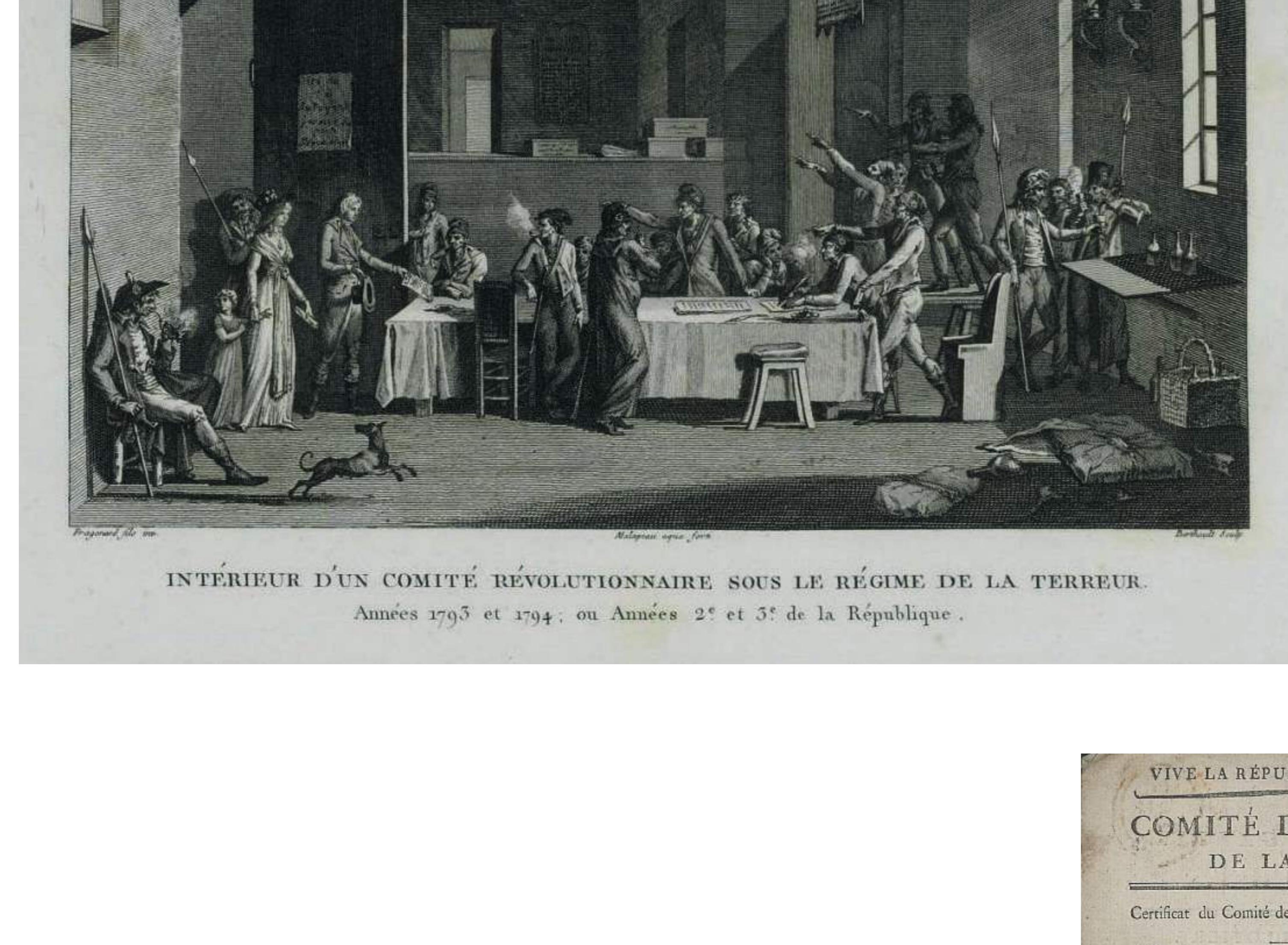
# High Sun

# Les comités révolutionnaires

ils doivent seulement dresser la liste des « étrangers » à l’  
Dès septembre 1793, leur rôle et la surveillance qu’ils exe

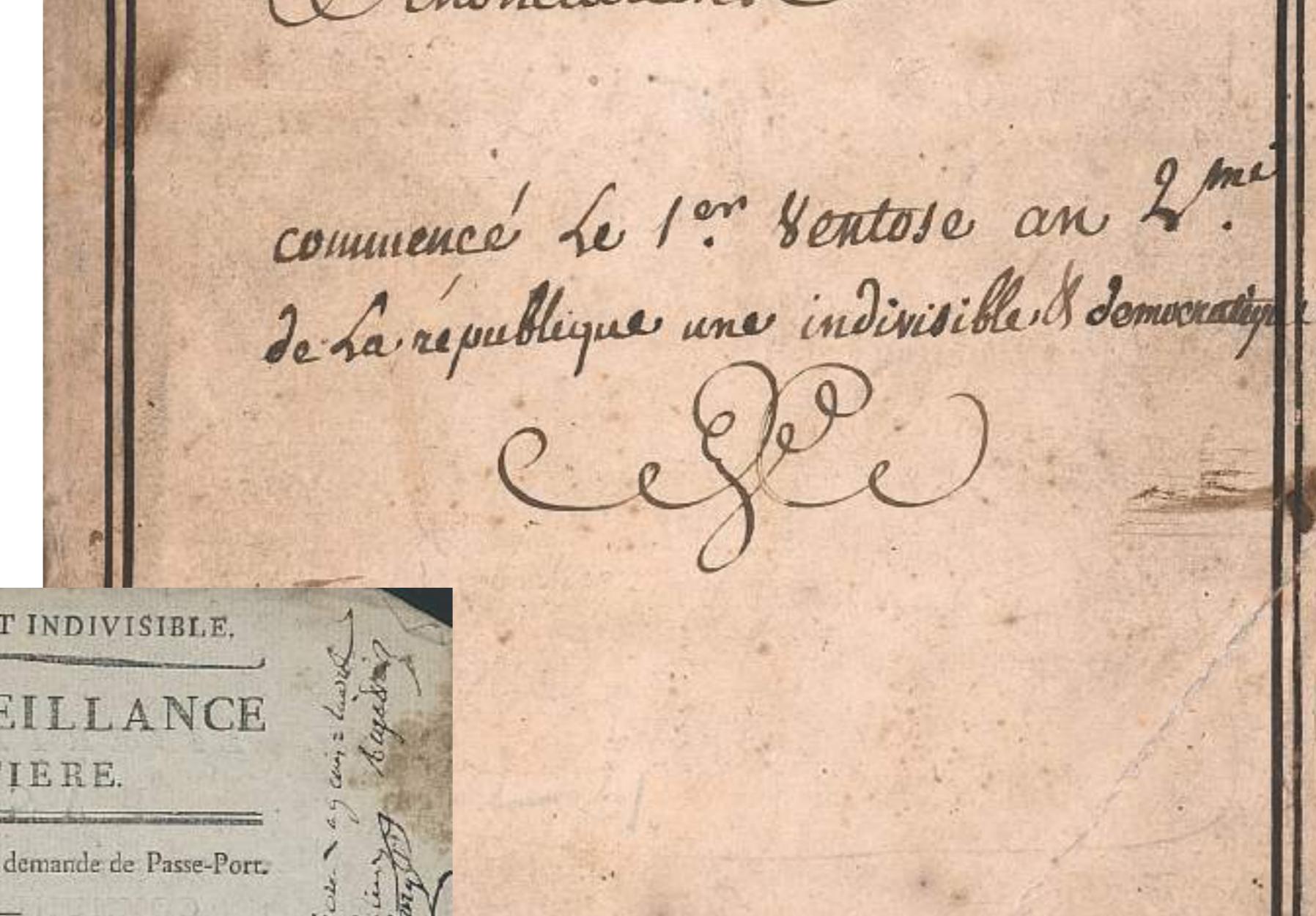
obtiennent les certificats de civisme obligatoires pour accéder aux fonctions publiques et procèdent aux arrestations. Leur contrôle échappe vite aux autorités locales. Ils sont supprimés dès 1795.

À Lyon, au printemps 1793, les factions girondines et montagnardes se disputent le contrôle des comités révolutionnaires, ce qui aboutit à l'insurrection du 29 mai.

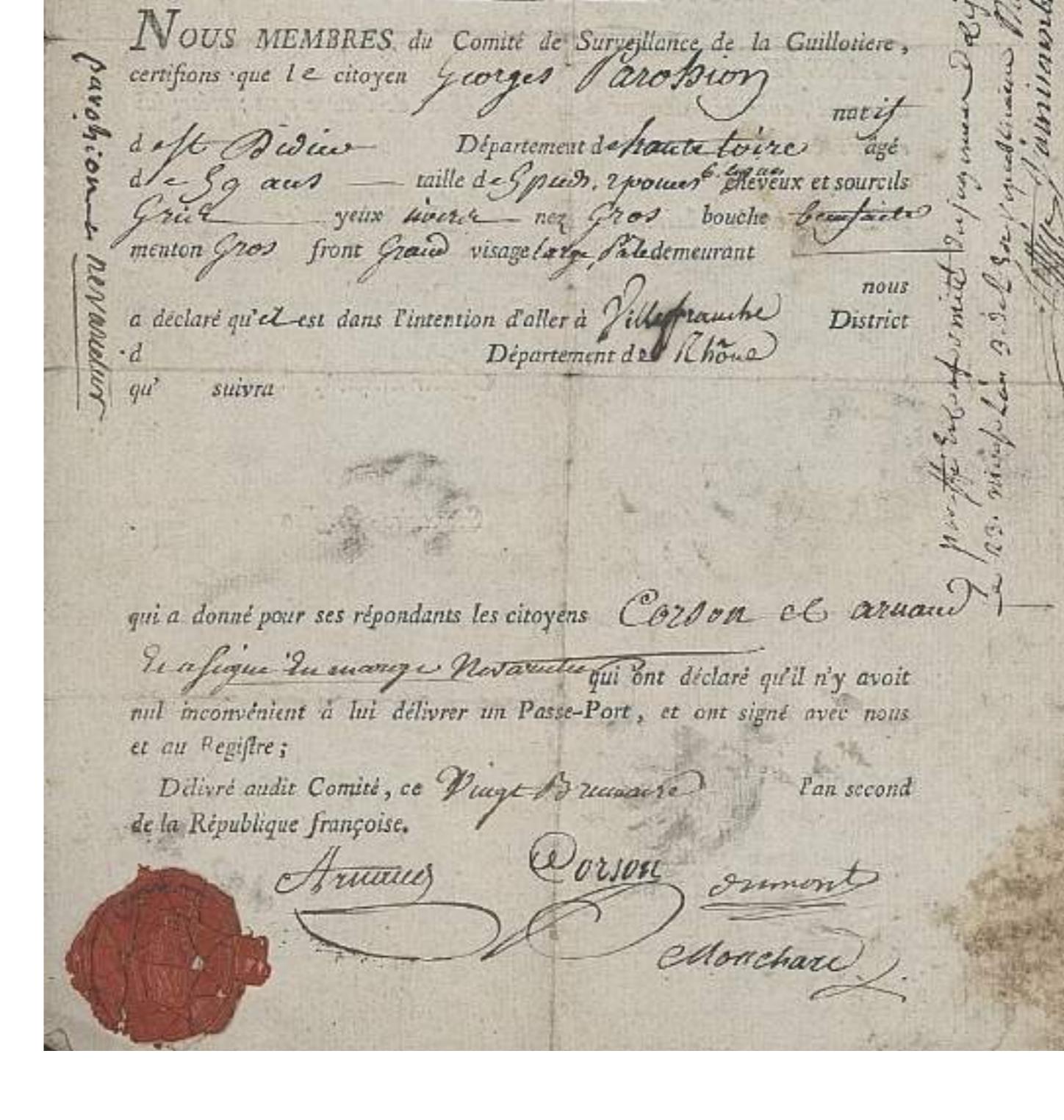


# Registre

II. Degl.



**R**esistência à rotura e à corrosão



# Le siège de Lyon

## Les causes du siège

Au niveau national, deux factions républicaines radicales s'opposent au printemps 1793 : les Girondins et les Montagnards ou Jacobins. Alors qu'à Paris les Montagnards l'emportent, à Lyon ce sont les Girondins – ou « Rolandins » du nom de Roland de La Platière – qui renversent la municipalité jacobine le 29 mai 1793. La municipalité lyonnaise est donc bien républicaine mais sa politique apparait en totale opposition avec celle de la Convention nationale à Paris qui la considère comme royaliste malgré la politique révolutionnaire modérée qu'elle mène depuis 1790.

Lyon est encore plus suspecte en raison de sa proximité géographique avec les territoires suisses et le royaume de Piémont-Sardaigne où se sont réfugiés bon nombre d'émigrés. La réputation de Lyon et la lutte pour le pouvoir municipal sont les principales causes du siège.

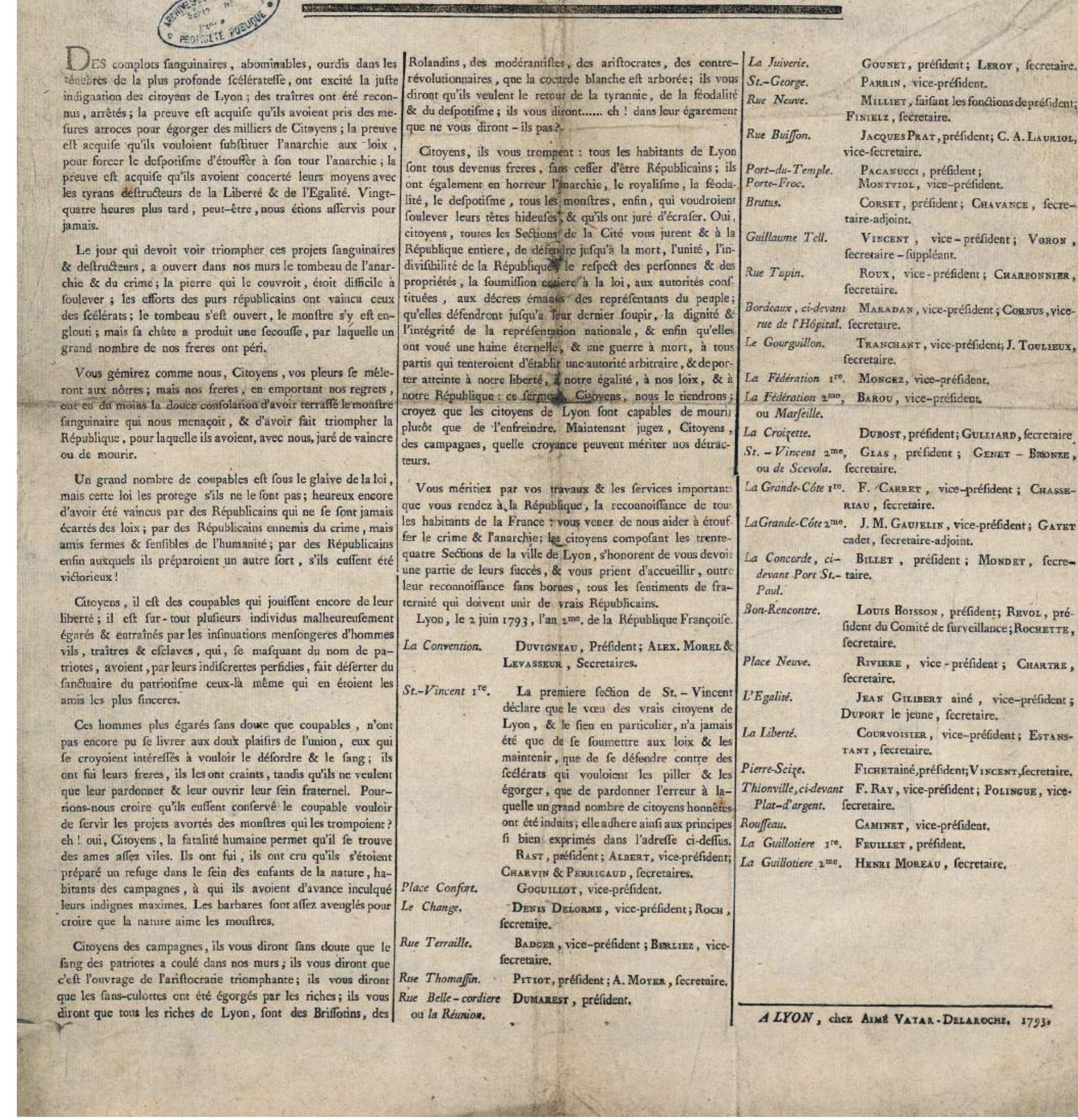
## “Aristocrates, feuillantins, rollandins, modérés, égoïstes, égarés, tremblez, le peuple est debout ,”

Extrait du « Serment des trois cents républicains » cité dans le procès-verbal du procès de Chalier, 1793.

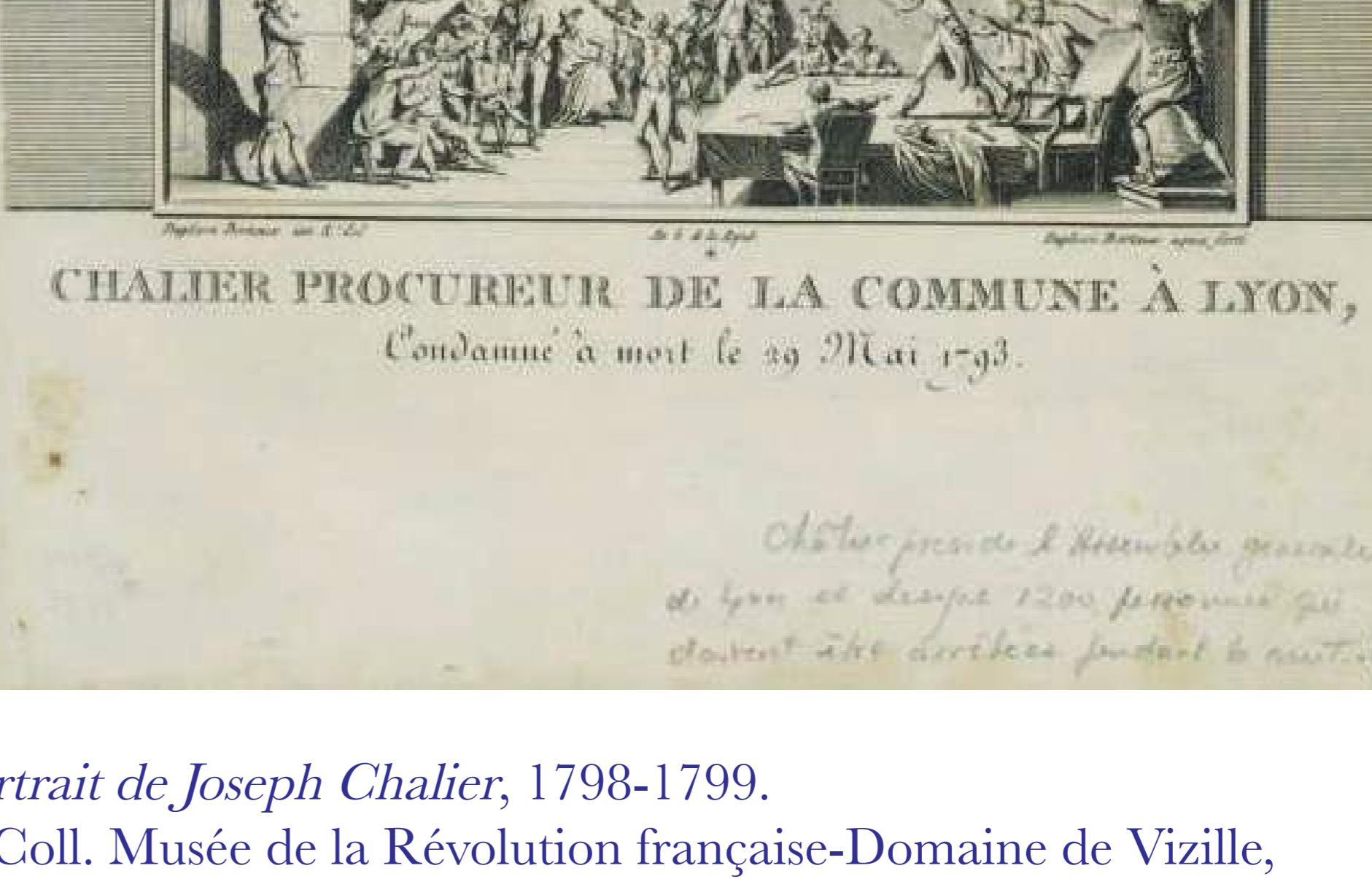
Arch. dép. métr., 42L56

En février 1793, l'affrontement éclate entre le maire Nivière-Chol, soutenu par les autorités départementales, et Chalier, conseiller municipal radical. En mars, Bertrand, proche de Chalier, est élu maire. La nouvelle municipalité met en place des mesures sévères pour éliminer tous ceux qu'elle considère comme des contre-révolutionnaires : « agioteurs, accapareurs, riches, capitalistes, insouciants ».

Mais le 19 mai, lors des élections des comités de surveillance, ce sont des citoyens modérés provenant des sections de la ville qui sont majoritairement élus. En réaction, la municipalité réprime les sections, qui décident alors d'agir avec le département de Rhône-et-Loire. Le 29 mai, leurs bataillons marchent sur la municipalité, Chalier et ses partisans sont arrêtés. Cette journée fait des dizaines de morts et des centaines de blessés. Après un rapide procès, Chalier est guillotiné le 16 juillet 1793.



Affiche des sections de la ville de Lyon aux habitants relative aux événements du 29 mai, 2 juin 1793.  
Arch. dép. métr., 1L375/2



CHALIER PROCUREUR DE LA COMMUNE À LYON,  
Condamné à mort le 29 Mai 1793.

Portrait de Joseph Chalier, 1798-1799.

© Coll. Musée de la Révolution française-Domaine de Vizille,  
Département de l'Isère, 1984.35

29 mai 1793

Chalier est arrêté

1793

9 mars 1793

Bertrand, proche de Chalier, est élu maire

16 juillet 1793

Chalier est guillotiné

# Le siège de Lyon

## Lyon, une ville assiégée (7 août-9 octobre 1793)

Une municipalité provisoire, favorable à la constitution de la République, se forme le 30 mai 1793 pour remettre de l'ordre dans la ville. Malgré cela, la Convention nationale décrète le 12 juillet que Lyon est en état de rébellion.

Le 7 août 1793, Lyon est mis en état de siège par les troupes de la Convention dirigées par le général Kellermann ; la défense de la ville est assurée par le général Précy.



Portrait en pied de François Étienne Christophe Kellermann, s.d.  
© Coll. Musée de la Révolution française-Domaine de Vizille,  
Département de l'Isère, 1986.123



Portrait de Louis François Perrin de Précy, 1825.  
Arch. dép. métr., FGD813

Les premiers affrontements commencent, notamment sur la ligne de défense de la Croix-Rousse. Les bombardements de la ville débutent dans la nuit du 22 août, touchant principalement la Presqu'île. Des boulets, rougis au feu pour causer des incendies, sont tirés. Après chaque bombardement, il est demandé aux Lyonnais de se rendre.

Dès le 24 août, la quasi-totalité des quartiers sont touchés, les difficultés s'accumulent et la famine s'installe. Après la prise du quartier de Saint-Just le 8 octobre, la résistance est devenue impossible. Précy et ses hommes, accompagnés de leurs familles, effectuent une sortie en force par Vaise le 9 octobre au matin. L'armée conventionnelle prend la ville, le siège est terminé.

**“ Ces barbares contemplent avec une joie cruelle les flammes qui dévorent quelques parties de la cité ,”**

Bulletin du département de Rhône-et-Loire, 29 août 1793.  
Arch. dép. métr., 1L380



Vue de la ville de Lyon, eau-forte colorisée  
d'une vue d'optique du siège de la ville de Lyon  
par l'armée républicaine en octobre 1793.  
Arch. dép. métr., 4FI67



Plan de Lyon et des environs à la Révolution, s.d.  
Arch. dép. métr., FGA114/10a

7 août 1793  
Début du siège de Lyon

9 octobre 1793  
Entrée des troupes de la Convention dans Lyon

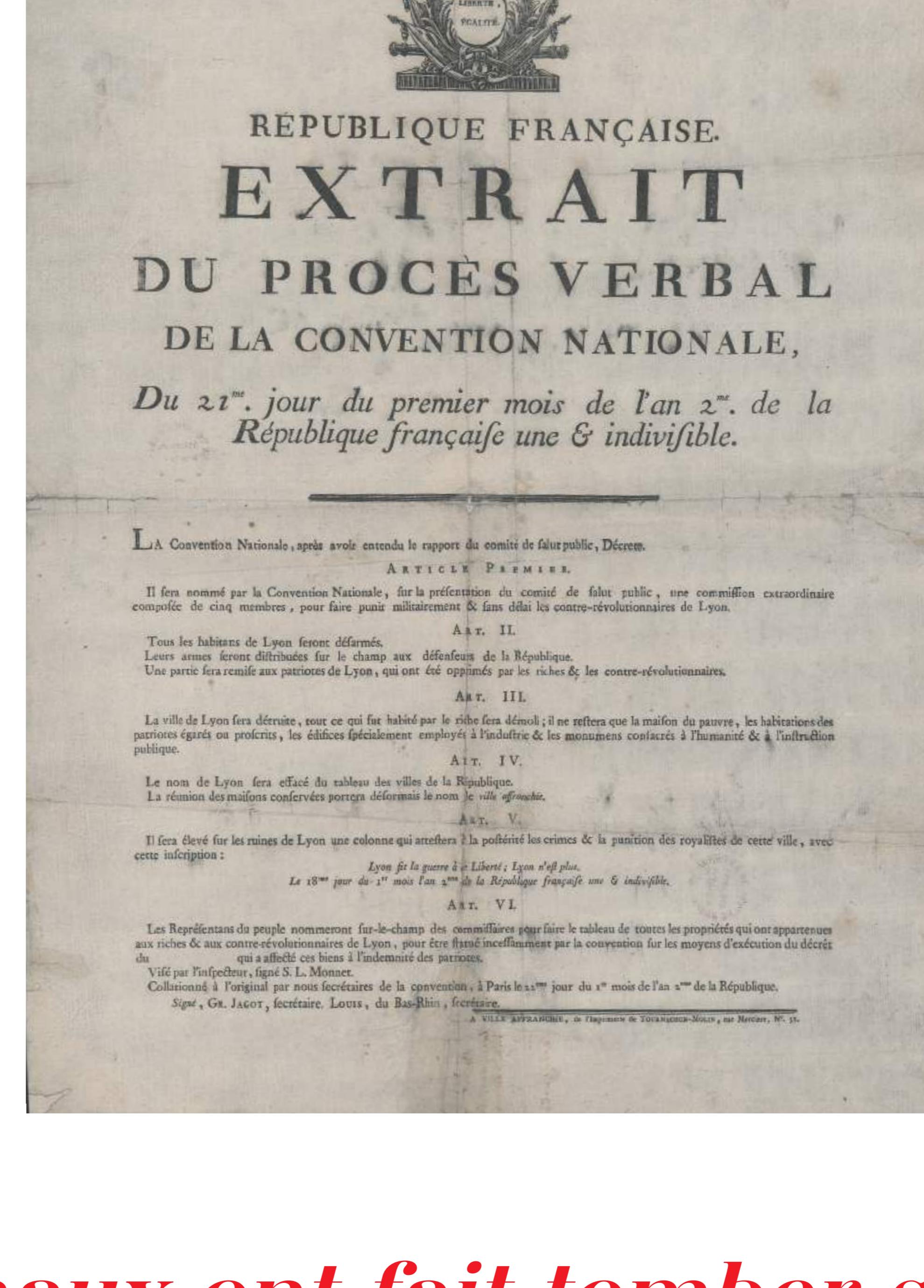
22 août 1793  
Début des premiers bombardements sur Lyon

# Le siège de Lyon

## La répression

À partir d'octobre 1793 et jusqu'en avril 1794, la ville de Lyon est aux mains des armées de la Convention nationale et de ses représentants dont les plus célèbres et les plus impitoyables sont Fouché et Collot-d'Herbois. La ville, ses édifices, mais aussi les individus sont visés par la répression.

Le 12 octobre, la Convention nationale décrète que : « La ville de Lyon sera détruite, tout ce qui fut habité par le riche sera démolie. Le nom de Lyon sera effacé du tableau des villes de la République. La réunion des maisons conservées portera désormais le nom de Ville-Affranchie ». Des centaines d'ouvriers sont employés à ces travaux de destruction qui ne s'arrêtent qu'en août 1794.



Décret de la Convention nationale condamnant la ville de Lyon et ses habitants, 12 octobre 1793.  
Arch. dép. métr., 1L984/2

**“ Quoi ! Les tribunaux ont fait tomber sous le poids de la vengeance nationale plus de 300 têtes dans un mois, et vous dites qu’elle n'est pas satisfaite ! ,**

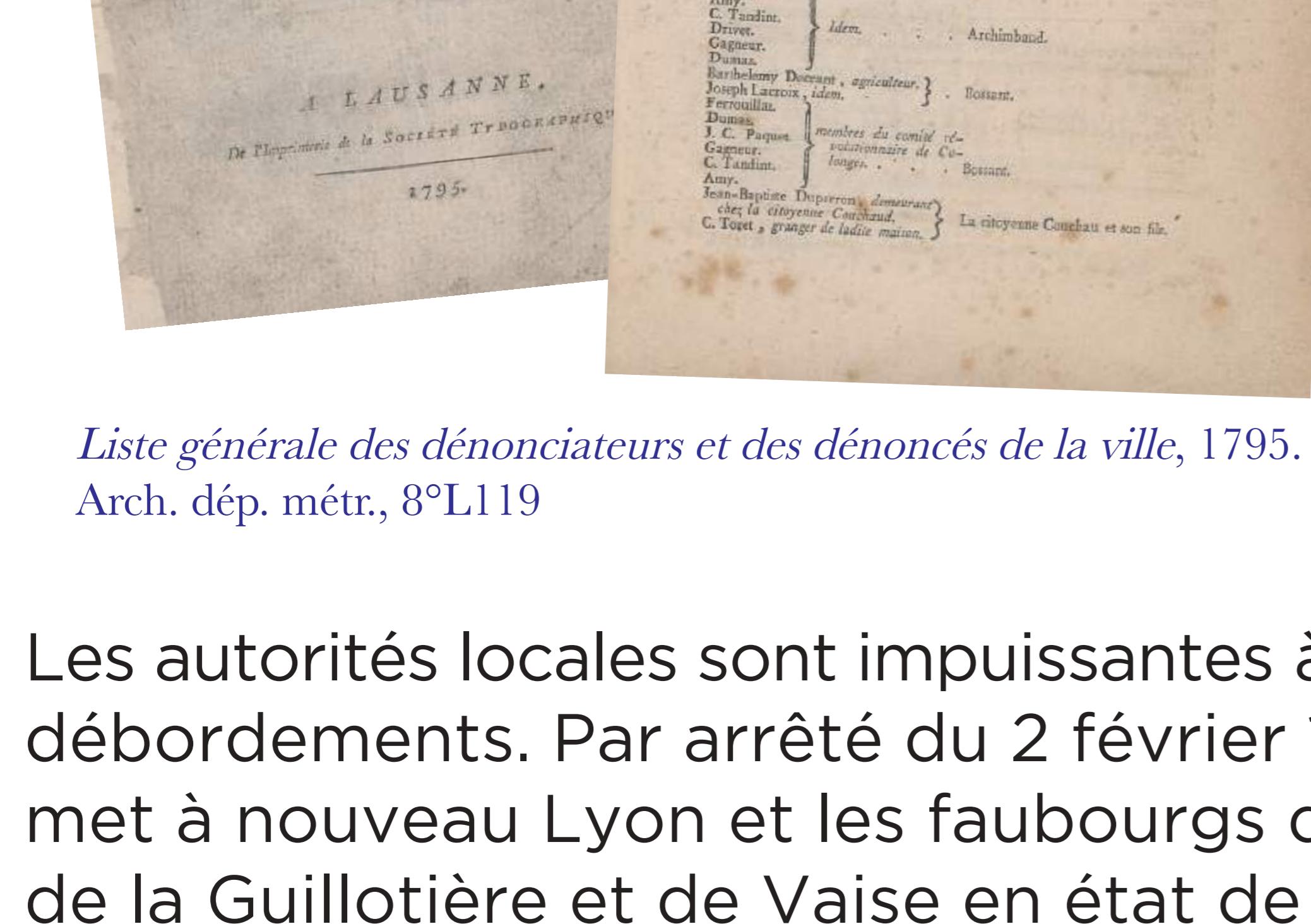
Les Citoyennes de Ville-Affranchie aux Représentants du peuple à Ville-Affranchie, le jour de l'inauguration du temple de la Raison, 1793.  
Arch. dép. métr., FGD748

## Et après ?

Une justice d'exception est mise en place pour juger les « contre-révolutionnaires de Lyon ». D'octobre 1793 à avril 1794, près de 1 900 personnes sont condamnées à mort et fusillées, mitraillées aux Brotteaux ou guillotinées sur la place des Terreaux.

L'exécution de Robespierre le 10 thermidor an II (28 juillet 1794) a des conséquences retentissantes dans toute la France. Les administrateurs de la Terreur, appelés « terroristes », sont poursuivis, jugés ou massacrés.

À Lyon, une *Liste des dénoncés et des dénonciateurs* est publiée. Le 4 mai 1795, les révolutionnaires girondins, royalistes et victimes de la répression massacrent sans jugement les terroristes et dénonciateurs lyonnais, appelés « Mathevons » dans les prisons de la ville.



Liste générale des dénonciateurs et des dénoncés de la ville, 1795.  
Arch. dép. métr., 8°L19

Les autorités locales sont impuissantes à maîtriser les débordements. Par arrêté du 2 février 1798, le Directoire met à nouveau Lyon et les faubourgs de la Croix-Rousse, de la Guillotière et de Vaise en état de siège.

Cette nouvelle épreuve explique l'accueil enthousiaste réservé à Napoléon Bonaparte lors de son passage à Lyon en 1799. À la suite des destructions, la pose de la première pierre de la place Bellecour le 29 juin 1800 ouvre une nouvelle page de l'histoire de Lyon.



Napoléon Bonaparte pose la première pierre de la reconstruction de Lyon, s.d.  
Arch. dép. métr., FGA126

**8 novembre 1793**  
Arrivée de Fouché comme représentant du peuple à Lyon

**12 octobre 1793**  
Décret de la Convention : « Lyon fit la guerre à la liberté, Lyon n'est plus »

**1794**

**4 et 5 décembre 1793**  
Mitraillade des Brotteaux

**16 avril 1794**  
Dernières exécutions à Lyon

**7 octobre 1794**  
Décret rendant son nom à Lyon

**8**

# Redéfinir le territoire

## Des paroisses aux communes

La France de 1789 est un enchevêtrement de structures hérité de plusieurs siècles d'histoire administrative.

Au sein de la généralité de Lyonnais, Forez et Beaujolais, le territoire du futur Rhône est divisé en deux provinces, le Lyonnais et le Beaujolais. Les circonscriptions ecclésiastiques, judiciaires et fiscales s'y superposent.

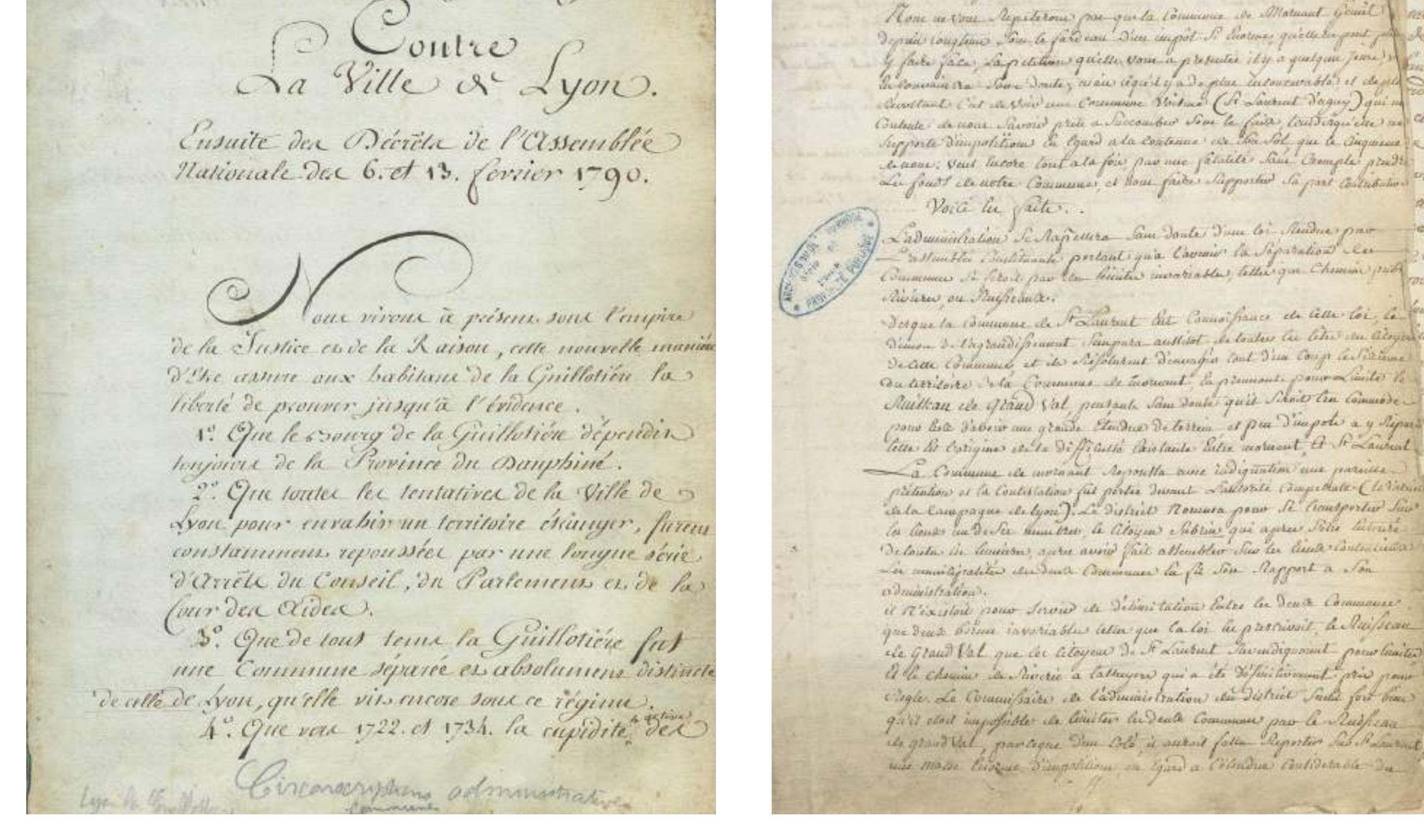
La Révolution élabore un maillage pyramidal unique, encore en place aujourd'hui. Mais les nouvelles administrations locales restent sous le contrôle d'un agent national.



Atlas national de France.  
Département de Rhône-  
et-Loire. Fin XVIII<sup>e</sup>-  
début XIX<sup>e</sup> siècle.  
Arch. dép. métr., 1F1216



Carte géographique présentée par la municipalité de Civrieux pour servir de renseignements lors de la division et de la réunion des paroisses,  
[1790-1793].  
Arch. dép. métr., 1L472



Copie du mémoire du Bourg de la Guillotière contre la Ville de Lyon, 1790.  
Arch. dép. métr., 1L471

Mémoire des citoyens de Mornant concernant les difficultés liées à la délimitation avec la commune de Saint-Laurent-d'Agny, 1797.  
Arch. dép. métr., 1L472

Dès le 12 novembre 1789, l'Assemblée constituante décrète « qu'il y aura une municipalité dans chaque ville, bourg, paroisse ou communauté de campagne » avant d'en organiser la composition et l'élection.

Ces municipalités s'inscrivent souvent dans le périmètre des anciennes paroisses. Leur création suscite quelques oppositions : les habitants du bourg de La Guillotière, relevant du Dauphiné, refusent d'intégrer la municipalité de Lyon. Enjeu important pour la répartition de l'impôt, les délimitations soulèvent aussi des difficultés : la commune de Mornant accuse celle de Saint-Laurent-d'Agny d'avoir choisi une limite lui permettant de payer moins d'impôts.

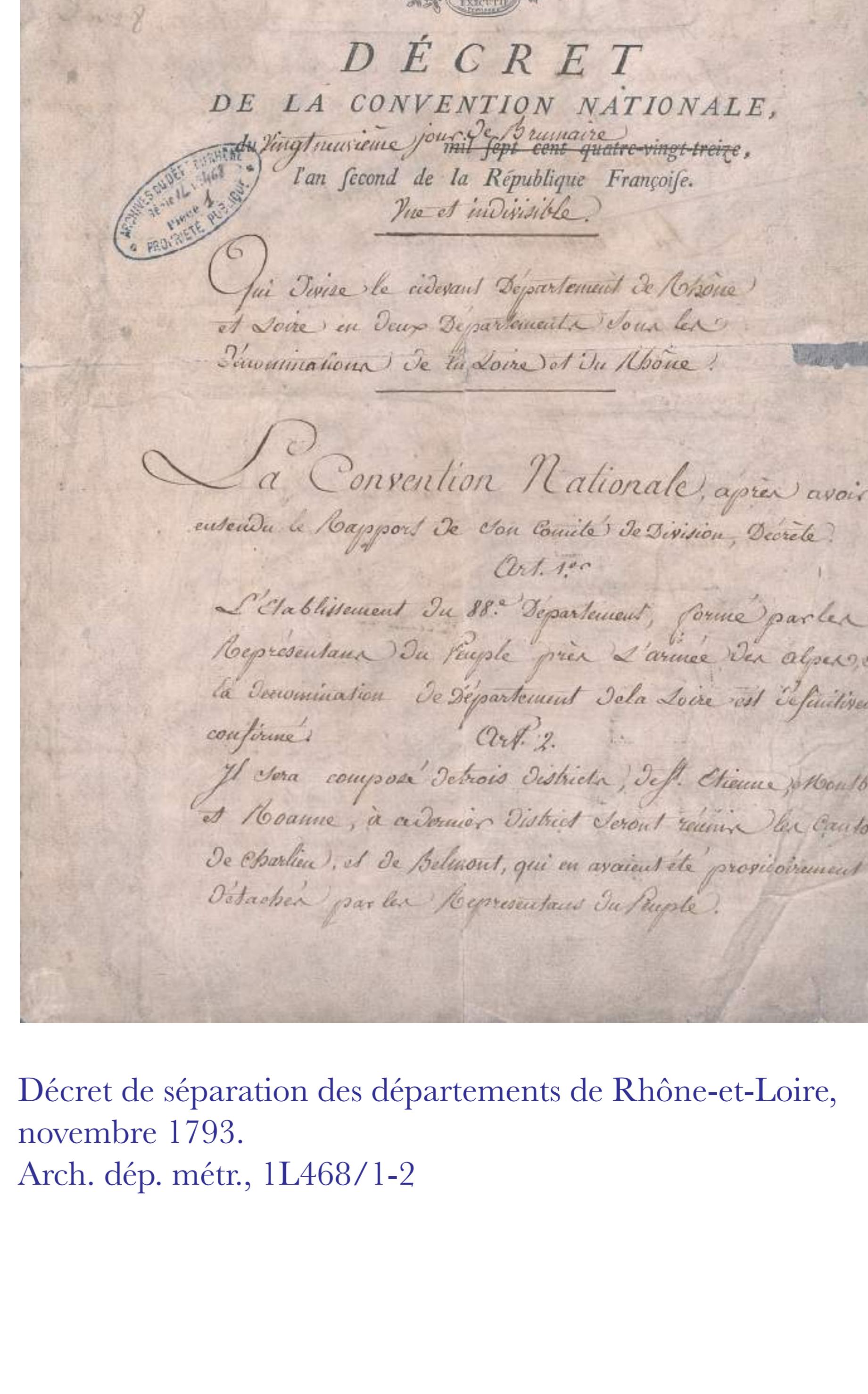
## La création des départements

Le nouveau découpage territorial s'achève par le décret du 26 février 1790 qui crée 83 départements, échelon local le plus élevé, subdivisé en districts et en cantons. Beaucoup de départements, dont le Rhône-et-Loire, conservent le cadre des généralités de l'Ancien Régime. Chaque département possède un chef-lieu où se trouve le directoire du département ; pour le Rhône-et-Loire, il se situe à Lyon.

Après le siège de Lyon, la Convention souhaite réduire l'influence néfaste de la ville. Le décret du 19 novembre 1793 divise le Rhône-et-Loire en deux départements : le Rhône et la Loire.



Registre de délibérations du département du Rhône, 1793-1794.  
Arch. dép. métr., 1L115



Décret de séparation des départements de Rhône-et-Loire, novembre 1793.  
Arch. dép. métr., 1L468/1-2

**“ La partie occidentale du ci-devant département de Rhône-et-Loire portera dorénavant la seule dénomination de département du Rhône ,**

Décret de la Convention nationale, 19 novembre 1793.  
Arch. dép. métr., 1L468

# Aménager un nouveau cadre de vie

## L'unification administrative

La fin de l'Ancien Régime nécessite d'instaurer de nouveaux repères, de modifier les pratiques et symboles et d'unifier le cadre de vie des citoyens pour assurer une plus grande efficacité et répondre à un besoin d'égalité. En matière économique, plus de 800 mesures de poids, de capacité et de longueur, doivent être unifiées. Adopté dès le 8 mai 1790, le principe d'unification n'aboutit que le 17 avril 1795, avec la création du mètre, du litre et du gramme que nous utilisons aujourd'hui.

La volonté de rupture avec le passé et les références chrétiennes impose l'instauration d'un nouveau calendrier. Il est adopté par la Convention le 5 octobre 1793 avec effet rétroactif à partir du 22 septembre 1792 : le premier jour de l'année commence à minuit lors de l'équinoxe d'automne, ce qui correspond à la célébration de la naissance de la République. Ce calendrier est abandonné en 1805.

	12 Solleau	12 Solleau	12 Solleau
Nom de l'unité et de l'heure	Nom de l'unité et de l'heure	Nom de l'unité et de l'heure	Observation
Unité de long. Poids Surface Surface	1. 1. 7. 8. 2. 2. 8. 9. 3. 3. 9. 10. 4. 4. 10. 11. 5. 5. 11. 12.	1. 1. 7. 8. 2. 2. 8. 9. 3. 3. 9. 10. 4. 4. 10. 11. 5. 5. 11. 12.	1. 1. 7. 8. 2. 2. 8. 9. 3. 3. 9. 10. 4. 4. 10. 11. 5. 5. 11. 12.
Unité de long. Poids Surface Surface	6. 6. 12. 13. 7. 7. 13. 14. 8. 8. 14. 15. 9. 9. 15. 16. 10. 10. 16. 17.	6. 6. 12. 13. 7. 7. 13. 14. 8. 8. 14. 15. 9. 9. 15. 16. 10. 10. 16. 17.	6. 6. 12. 13. 7. 7. 13. 14. 8. 8. 14. 15. 9. 9. 15. 16. 10. 10. 16. 17.
Unité de long. Poids Surface Surface	11. 11. 17. 18. 12. 12. 18. 19. 13. 13. 19. 20. 14. 14. 20. 21. 15. 15. 21. 22.	11. 11. 17. 18. 12. 12. 18. 19. 13. 13. 19. 20. 14. 14. 20. 21. 15. 15. 21. 22.	11. 11. 17. 18. 12. 12. 18. 19. 13. 13. 19. 20. 14. 14. 20. 21. 15. 15. 21. 22.
Unité de long. Poids Surface Surface	16. 16. 21. 22. 17. 17. 22. 23. 18. 18. 23. 24. 19. 19. 24. 25. 20. 20. 25. 26.	16. 16. 21. 22. 17. 17. 22. 23. 18. 18. 23. 24. 19. 19. 24. 25. 20. 20. 25. 26.	16. 16. 21. 22. 17. 17. 22. 23. 18. 18. 23. 24. 19. 19. 24. 25. 20. 20. 25. 26.
Unité de long. Poids Surface Surface	21. 21. 26. 27. 22. 22. 27. 28. 23. 23. 28. 29. 24. 24. 29. 30. 25. 25. 30. 31.	21. 21. 26. 27. 22. 22. 27. 28. 23. 23. 28. 29. 24. 24. 29. 30. 25. 25. 30. 31.	21. 21. 26. 27. 22. 22. 27. 28. 23. 23. 28. 29. 24. 24. 29. 30. 25. 25. 30. 31.
Unité de long. Poids Surface Surface	26. 26. 31. 32. 27. 27. 32. 33. 28. 28. 33. 34. 29. 29. 34. 35. 30. 30. 35. 36.	26. 26. 31. 32. 27. 27. 32. 33. 28. 28. 33. 34. 29. 29. 34. 35. 30. 30. 35. 36.	26. 26. 31. 32. 27. 27. 32. 33. 28. 28. 33. 34. 29. 29. 34. 35. 30. 30. 35. 36.
Unité de long. Poids Surface Surface	31. 31. 36. 37. 32. 32. 37. 38. 33. 33. 38. 39. 34. 34. 39. 40. 35. 35. 40. 41.	31. 31. 36. 37. 32. 32. 37. 38. 33. 33. 38. 39. 34. 34. 39. 40. 35. 35. 40. 41.	31. 31. 36. 37. 32. 32. 37. 38. 33. 33. 38. 39. 34. 34. 39. 40. 35. 35. 40. 41.
Unité de long. Poids Surface Surface	36. 36. 41. 42. 37. 37. 42. 43. 38. 38. 43. 44. 39. 39. 44. 45. 40. 40. 45. 46.	36. 36. 41. 42. 37. 37. 42. 43. 38. 38. 43. 44. 39. 39. 44. 45. 40. 40. 45. 46.	36. 36. 41. 42. 37. 37. 42. 43. 38. 38. 43. 44. 39. 39. 44. 45. 40. 40. 45. 46.
Unité de long. Poids Surface Surface	41. 41. 46. 47. 42. 42. 47. 48. 43. 43. 48. 49. 44. 44. 49. 50. 45. 45. 50. 51.	41. 41. 46. 47. 42. 42. 47. 48. 43. 43. 48. 49. 44. 44. 49. 50. 45. 45. 50. 51.	41. 41. 46. 47. 42. 42. 47. 48. 43. 43. 48. 49. 44. 44. 49. 50. 45. 45. 50. 51.
Unité de long. Poids Surface Surface	46. 46. 51. 52. 47. 47. 52. 53. 48. 48. 53. 54. 49. 49. 54. 55. 50. 50. 55. 56.	46. 46. 51. 52. 47. 47. 52. 53. 48. 48. 53. 54. 49. 49. 54. 55. 50. 50. 55. 56.	46. 46. 51. 52. 47. 47. 52. 53. 48. 48. 53. 54. 49. 49. 54. 55. 50. 50. 55. 56.
Unité de long. Poids Surface Surface	51. 51. 56. 57. 52. 52. 57. 58. 53. 53. 58. 59. 54. 54. 59. 60. 55. 55. 60. 61.	51. 51. 56. 57. 52. 52. 57. 58. 53. 53. 58. 59. 54. 54. 59. 60. 55. 55. 60. 61.	51. 51. 56. 57. 52. 52. 57. 58. 53. 53. 58. 59. 54. 54. 59. 60. 55. 55. 60. 61.
Unité de long. Poids Surface Surface	56. 56. 61. 62. 57. 57. 62. 63. 58. 58. 63. 64. 59. 59. 64. 65. 60. 60. 65. 66.	56. 56. 61. 62. 57. 57. 62. 63. 58. 58. 63. 64. 59. 59. 64. 65. 60. 60. 65. 66.	56. 56. 61. 62. 57. 57. 62. 63. 58. 58. 63. 64. 59. 59. 64. 65. 60. 60. 65. 66.
Unité de long. Poids Surface Surface	61. 61. 66. 67. 62. 62. 67. 68. 63. 63. 68. 69. 64. 64. 69. 70. 65. 65. 70. 71.	61. 61. 66. 67. 62. 62. 67. 68. 63. 63. 68. 69. 64. 64. 69. 70. 65. 65. 70. 71.	61. 61. 66. 67. 62. 62. 67. 68. 63. 63. 68. 69. 64. 64. 69. 70. 65. 65. 70. 71.
Unité de long. Poids Surface Surface	66. 66. 71. 72. 67. 67. 72. 73. 68. 68. 73. 74. 69. 69. 74. 75. 70. 70. 75. 76.	66. 66. 71. 72. 67. 67. 72. 73. 68. 68. 73. 74. 69. 69. 74. 75. 70. 70. 75. 76.	66. 66. 71. 72. 67. 67. 72. 73. 68. 68. 73. 74. 69. 69. 74. 75. 70. 70. 75. 76.
Unité de long. Poids Surface Surface	71. 71. 76. 77. 72. 72. 77. 78. 73. 73. 78. 79. 74. 74. 79. 80. 75. 75. 80. 81.	71. 71. 76. 77. 72. 72. 77. 78. 73. 73. 78. 79. 74. 74. 79. 80. 75. 75. 80. 81.	71. 71. 76. 77. 72. 72. 77. 78. 73. 73. 78. 79. 74. 74. 79. 80. 75. 75. 80. 81.
Unité de long. Poids Surface Surface	76. 76. 81. 82. 77. 77. 82. 83. 78. 78. 83. 84. 79. 79. 84. 85. 80. 80. 85. 86.	76. 76. 81. 82. 77. 77. 82. 83. 78. 78. 83. 84. 79. 79. 84. 85. 80. 80. 85. 86.	76. 76. 81. 82. 77. 77. 82. 83. 78. 78. 83. 84. 79. 79. 84. 85. 80. 80. 85. 86.
Unité de long. Poids Surface Surface	81. 81. 86. 87. 82. 82. 87. 88. 83. 83. 88. 89. 84. 84. 89. 90. 85. 85. 90. 91.	81. 81. 86. 87. 82. 82. 87. 88. 83. 83. 88. 89. 84. 84. 89. 90. 85. 85. 90. 91.	81. 81. 86. 87. 82. 82. 87. 88. 83. 83. 88. 89. 84. 84. 89. 90. 85. 85. 90. 91.
Unité de long. Poids Surface Surface	86. 86. 91. 92. 87. 87. 92. 93. 88. 88. 93. 94. 89. 89. 94. 95. 90. 90. 95. 96.	86. 86. 91. 92. 87. 87. 92. 93. 88. 88. 93. 94. 89. 89. 94. 95. 90. 90. 95. 96.	86. 86. 91. 92. 87. 87. 92. 93. 88. 88. 93. 94. 89. 89. 94. 95. 90. 90. 95. 96.
Unité de long. Poids Surface Surface	91. 91. 96. 97. 92. 92. 97. 98. 93. 93. 98. 99. 94. 94. 99. 100. 95. 95. 100. 101.	91. 91. 96. 97. 92. 92. 97. 98. 93. 93. 98. 99. 94. 94. 99. 100. 95. 95. 100. 101.	91. 91. 96. 97. 92. 92. 97. 98. 93. 93. 98. 99. 94. 94. 99. 100. 95. 95. 100. 101.
Unité de long. Poids Surface Surface	96. 96. 101. 102. 97. 97. 102. 103. 98. 98. 103. 104. 99. 99. 104. 105. 100. 100. 105. 106.	96. 96. 101. 102. 97. 97. 102. 103. 98. 98. 103. 104. 99. 99. 104. 105. 100. 100. 105. 106.	96. 96. 101. 102. 97. 97. 102. 103. 98. 98. 103. 104. 99. 99. 104. 105. 100. 100. 105. 106.
Unité de long. Poids Surface Surface	101. 101. 106. 107. 102. 102. 107. 108. 103. 103. 108. 109. 104. 104. 109. 110. 105. 105. 110. 111.	101. 101. 106. 107. 102. 102. 107. 108. 103. 103. 108. 109. 104. 104. 109. 110. 105. 105. 110. 111.	101. 101. 106. 107. 102. 102. 107. 108. 103. 103. 108. 109. 104. 104. 109. 110. 105. 105. 110. 111.
Unité de long. Poids Surface Surface	106. 106. 111. 112. 107. 107. 112. 113. 108. 108. 113. 114. 109. 109. 114. 115. 110. 110. 115. 116.	106. 106. 111. 112. 107. 107. 112. 113. 108. 108. 113. 114. 109. 109. 114. 115. 110. 110. 115. 116.	106. 106. 111. 112. 107. 107. 112. 113. 108. 108. 113. 114. 109. 109. 114. 115. 110. 110. 115. 116.
Unité de long. Poids Surface Surface	111. 111. 116. 117. 112. 112. 117. 118. 113. 113. 118. 119. 114. 114. 119. 120. 115. 115. 120. 121.	111. 111. 116. 117. 112. 112. 117. 118. 113. 113. 118. 119. 114. 114. 119. 120. 115. 115. 120. 121.	111. 111. 116. 117. 112. 112. 117. 118. 113. 113. 118. 119. 114. 114. 119. 120. 115. 115. 120. 121.
Unité de long. Poids Surface Surface			

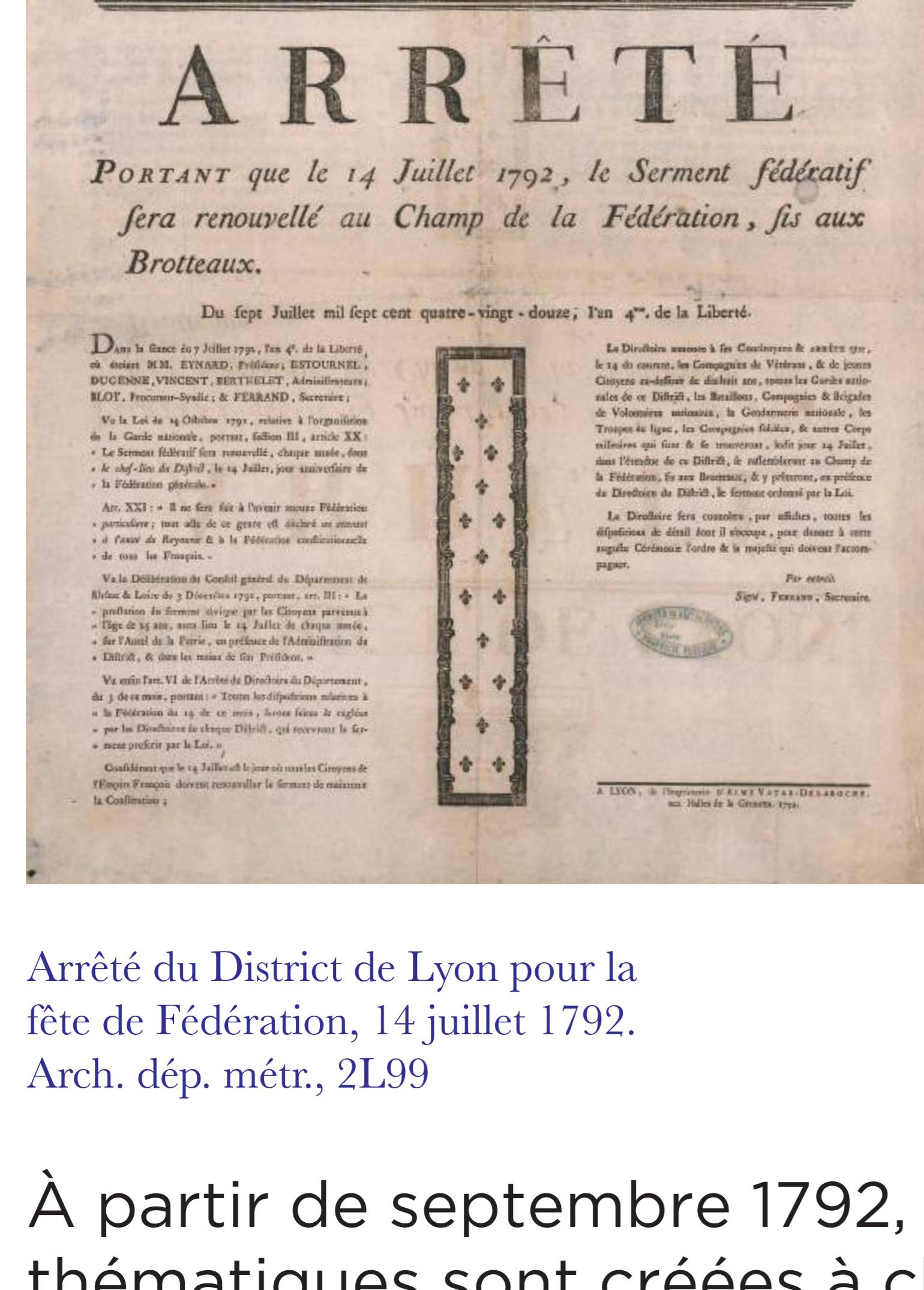
# O Aménager un nouveau cadre de vie

Dès 1790, des fêtes symboliques rendent hommage aux nouvelles valeurs et, à partir de 1793, l'Assemblée nationale décrète la fête de l'Égalité.

Les grandes dates de la Révolution font l'objet d'une célébration annuelle : fête de la Fédération (14 juillet), chute de la royauté (10 août), fondation de la République (22 septembre/1<sup>er</sup> vendémiaire), juste punition du dernier

de la République (22 septembre / 1<sup>er</sup> vendémiaire), juste après la mort du dernier roi (21 janvier).  
Lyon est une des premières villes à tenir un camp fédératif le 30 mai 1790 aux Brotteaux.

The image shows the title page of a historical map titled 'DISTRICT DE LYON'. The title is centered at the bottom in a large, bold, serif font. Above the title is a decorative floral cartouche containing the text 'LA MUSIQUE AU FIL DES SAISONS'. The entire page has a light beige or cream color, characteristic of old paper.



décade, pour rythmer le calendrier et remplacer la religieuse du dimanche.



( 13 )

Mais de  
l'Époque  
Révolutionnaire.

10 GERMINAL, ou 30 Mars.

*A la Vieillesse.*

GERMINAL.

de la Reconnaissance, des Victoires ou de l'Agriculture. Systématisé par le Directoire en 1797-1798, le culte décadaire est abandonné deux ans plus tard.



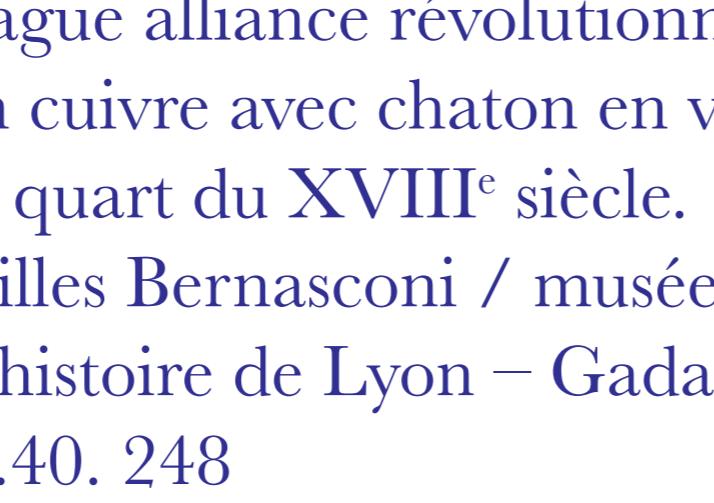
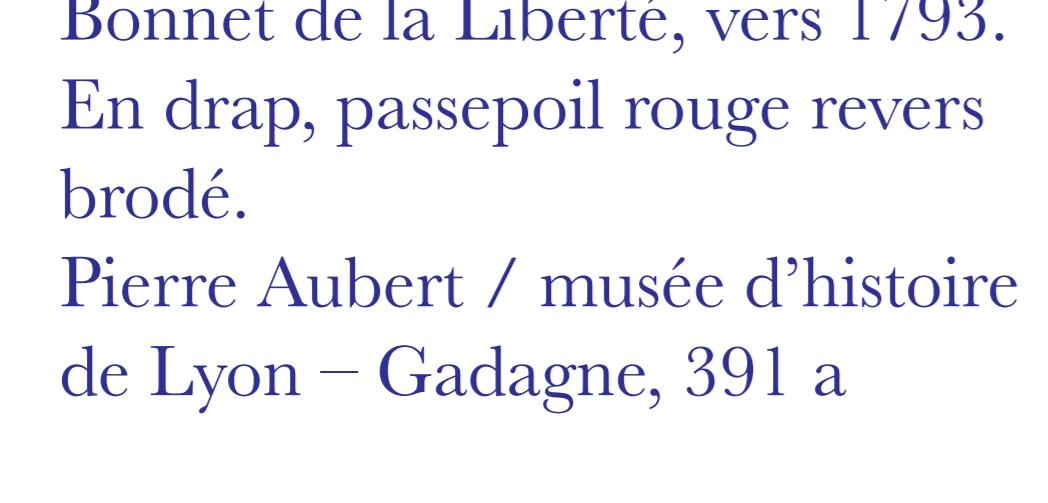
# Les trois couleurs des cocardes dont le port

Cocarde constituée d'une barre bleue et d'un ruban rouge.  
D'après l'inscription : « cocarde de la Révolution ».

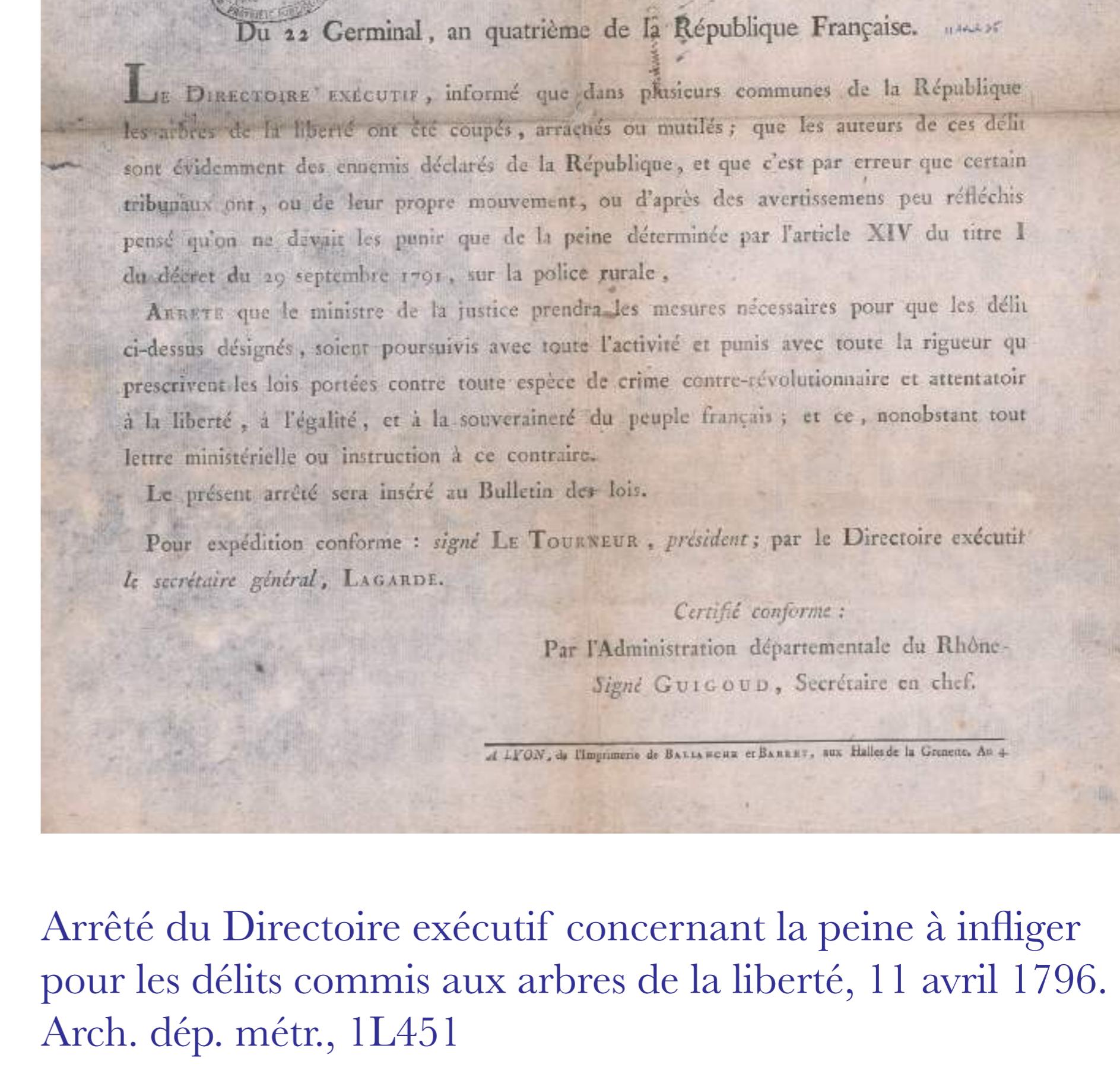
L'affirmation des valeurs révolutionnaires passe aussi par leur personnification féminine comme la Raison, la Liberté ou la République. Le bonnet de la liberté ainsi que les arbres de la liberté sont des symboles forts de la période. Dès 1790, la plantation de l'arbre de la liberté fait l'objet d'une grande cérémonie civique dans les communes. Les délits commis envers les arbres mènent



The image displays two historical items from the French Revolution era. On the left is a bicorne hat, a type of military-style hat, made of dark blue velvet with a red piping along the edges. The front flap features a hand-painted scene depicting two figures, one holding a flag and another holding a torch, set against a background of yellow leaves and branches. Above the figures, the words "CHERE LIBERTE" and "DOUCE EGALITE" are written in a circular arc. Below them, the words "MONSTRE DU DESPOTISME" are written in a similar arc. A small gold-colored tassel hangs from the left side of the hat. On the right is a cylindrical snuff box with a hinged lid. The lid is decorated with a hand-painted oval scene showing a figure standing next to a large, dark object, possibly a sword or a staff, surrounded by foliage. The words "CHERE LIBERTE" and "DOUCE EGALITE" are also visible on the lid, positioned above the central figure.



“On v  
une main,



Procès verbal de la Société des Victoires et de la Reconnaissance dans le canton de Lyon, 25 mai 1793  
Arch. dép. métr., 1L443

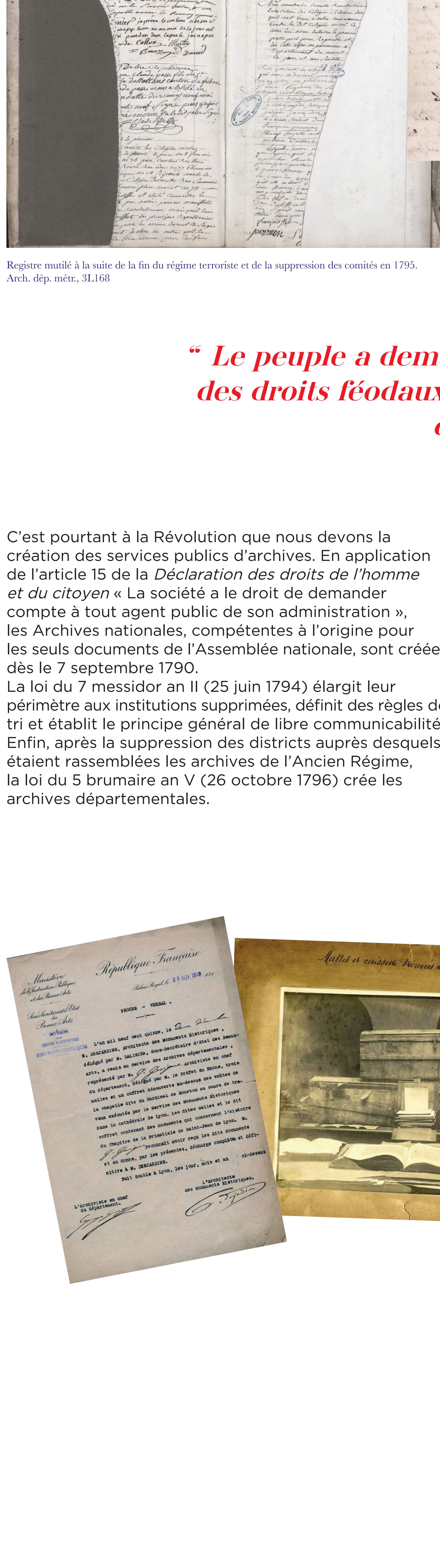
# Se souvenir

## Détruire ou conserver, la création des services d'archives

Le coup d'État de Napoléon Bonaparte le 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799) met fin officiellement à la Révolution en instaurant le régime du Consulat. Quinze ans plus tard, le retour de Louis XVIII et la Restauration (1815) peuvent laisser penser que la Révolution n'a été qu'une parenthèse. Il n'en est rien.

Sa mémoire et l'imaginaire créé autour d'elle n'ont laissé indifférent aucun des régimes qui lui ont succédé. Au-delà des créations qui subsistent aujourd'hui, la période révolutionnaire représente une étape essentielle pour la conservation et la transmission de l'histoire et de la mémoire.

La conservation des archives de l'Ancien Régime, jusqu'alors très dispersée, n'apparaît pas comme une nécessité pour les autorités révolutionnaires. Même si un souci de conservation est présent dès les débuts de la Révolution, l'abolition des priviléges précipite la destruction des documents qui en établissaient l'existence, les terriers et titres féodaux.



Les titres fœdaux, qui jadis duraient trois quinzeans, ont été brûlés, — après la messe célébrée sur l'autel de la Patrie, devant laquelle a été dressée par le maire d'affaires Municipales, à l'ombre de l'arbre de la liberté, auquel on a dansé pendant tout le temps de l'incendie des dits propriétés armoriées & informées, la farandole, et dansé jusqu'à ce qu'allaient l'assauts de la Patrie. Le couplet suivant. L'ironie aux portants flambeaux. Cette bannière du malheur? depuis trop longtemps dans nos ames Elle avoit fait la terreur, que ces restes de l'escalavage, l'ont anéanti pour jamais, Et n'insultent plus désormais à notre héroïque courage brûler, titres proscrits, disparoissent foudain? brûler? la liberté commande notre fin.

Extrait d'une délibération de la commune de Saint-Lager

relatant le brûlement des titres féodaux, 1793.

Arch. dép. métr., EDEPOT218/25

Registre mutilé à la suite de la fin du régime terroriste et de la suppression des comités en 1795.  
Arch. dép. métr., 3L168

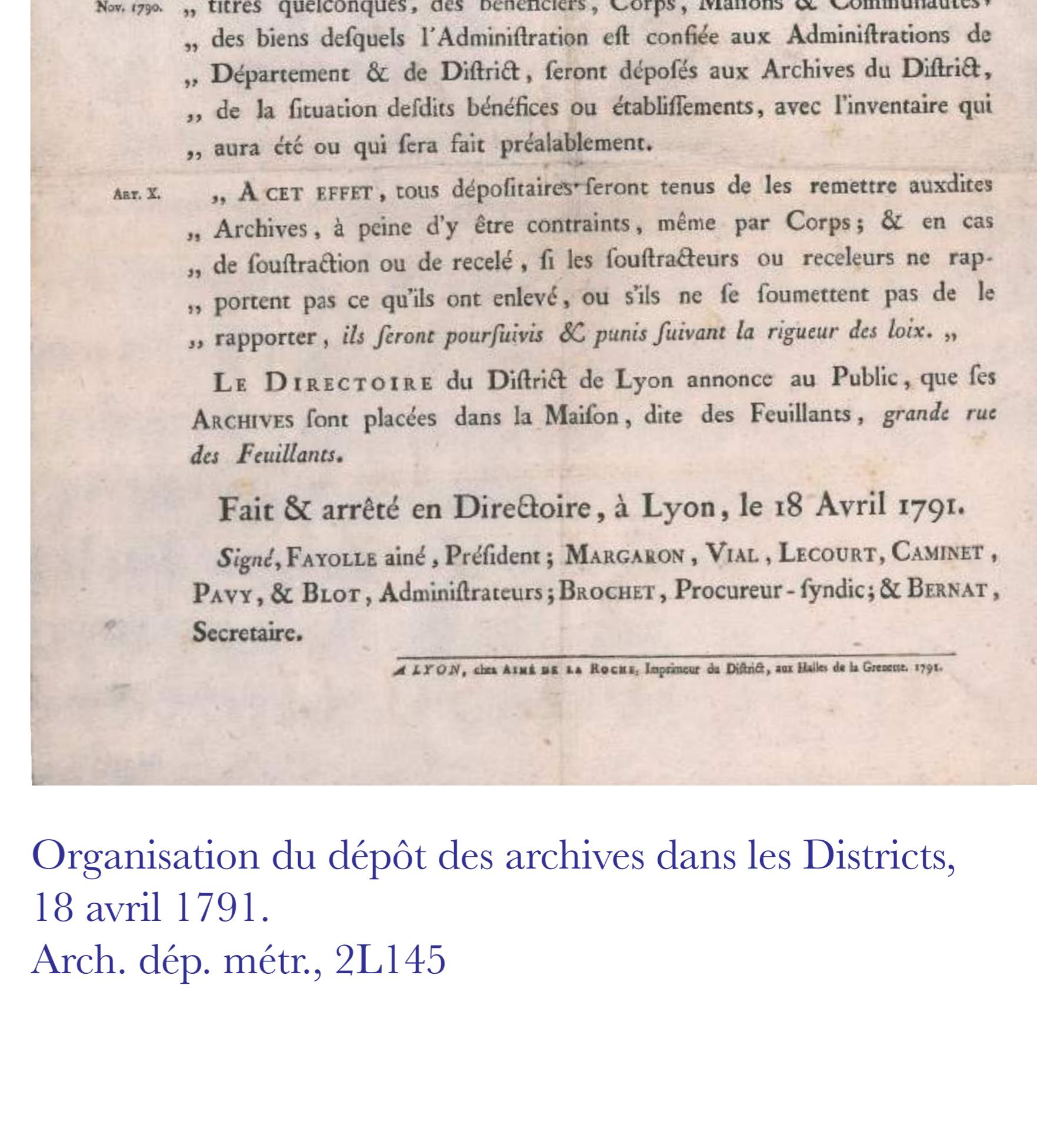
## “ Le peuple a demandé que tous les titres des droits féodaux fussent brûlés au pied de l'arbre de la liberté „

Procès-verbal de la commune de Chaponost, 5 janvier 1794.

Arch. dép. métr., 3L168

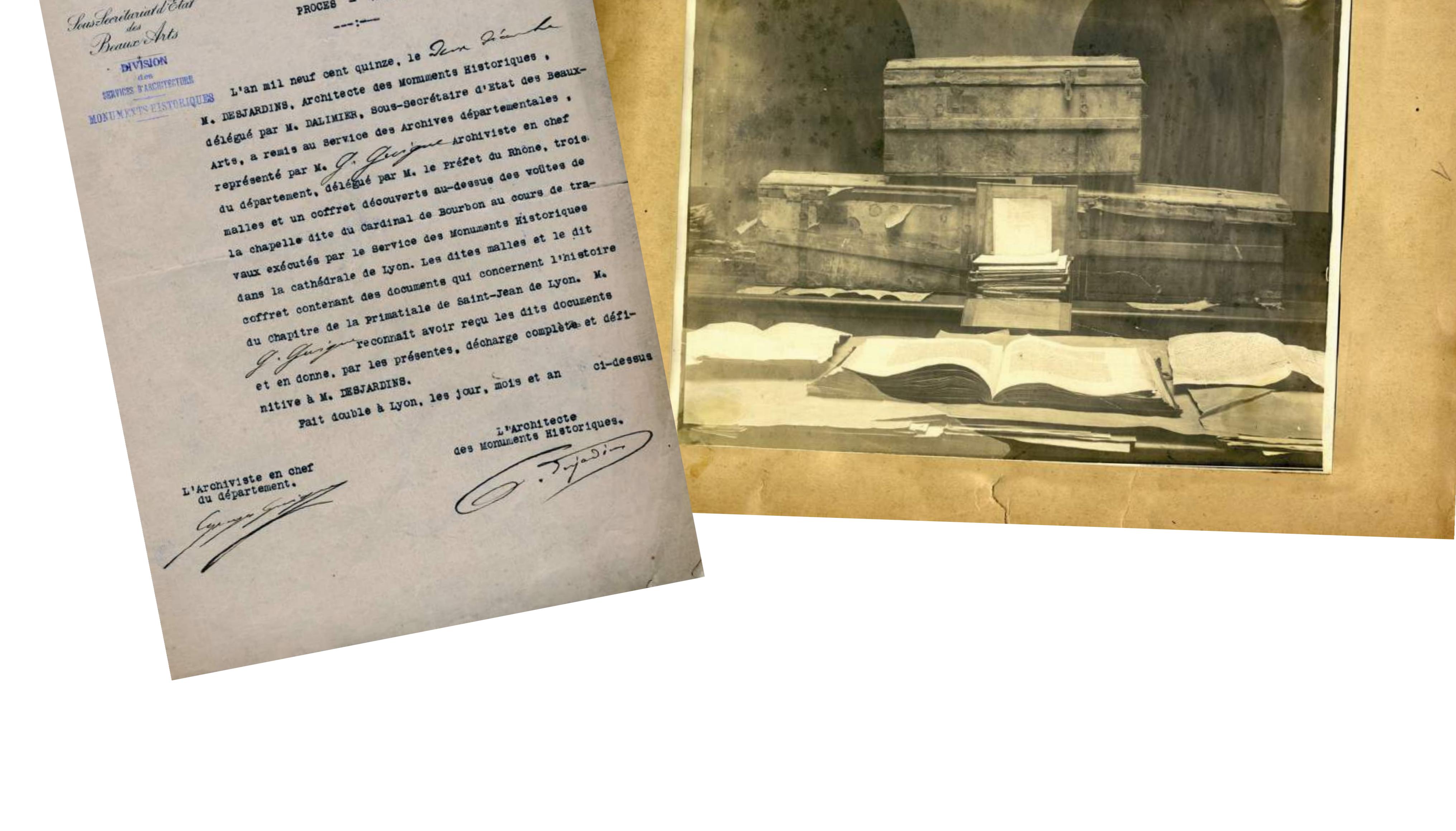
C'est pourtant à la Révolution que nous devons la création des services publics d'archives. En application de l'article 15 de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* « La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration », les Archives nationales, compétentes à l'origine pour les seuls documents de l'Assemblée nationale, sont créées dès le 7 septembre 1790.

La loi du 7 messidor an II (25 juin 1794) élargit leur périmètre aux institutions supprimées, définit des règles de tri et établit le principe général de libre communicabilité. Enfin, après la suppression des districts auprès desquels étaient rassemblées les archives de l'Ancien Régime, la loi du 5 brumaire an V (26 octobre 1796) crée les archives départementales.



Organisation du dépôt des archives dans les Districts, 18 avril 1791.

Arch. dép. métr., 2L145



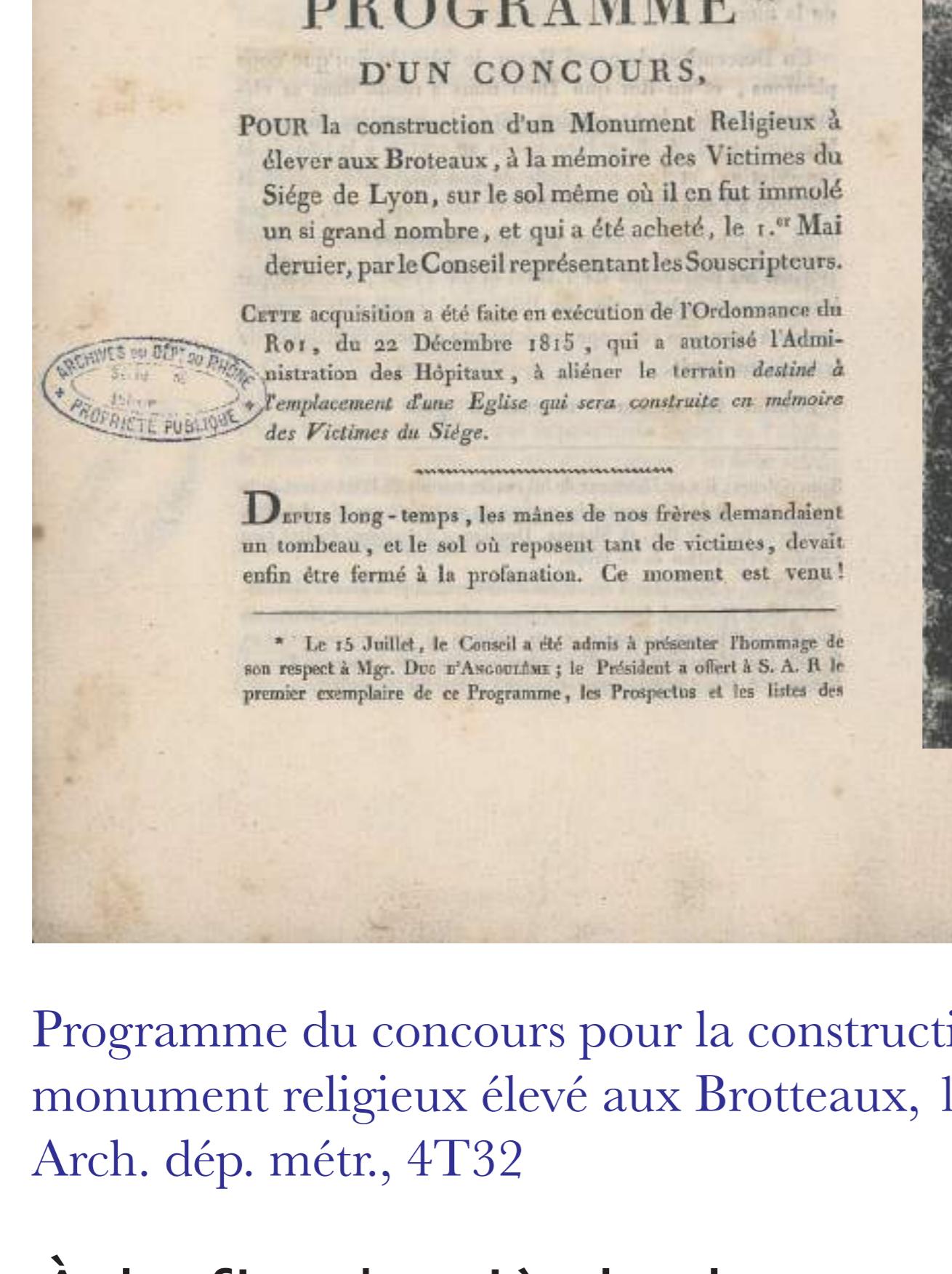
Photographie et procès-verbal de remise des archives retrouvées dans la cathédrale Saint-Jean, 26 novembre 1915.  
Arch. dép. métr., 3T61

# Se souvenir

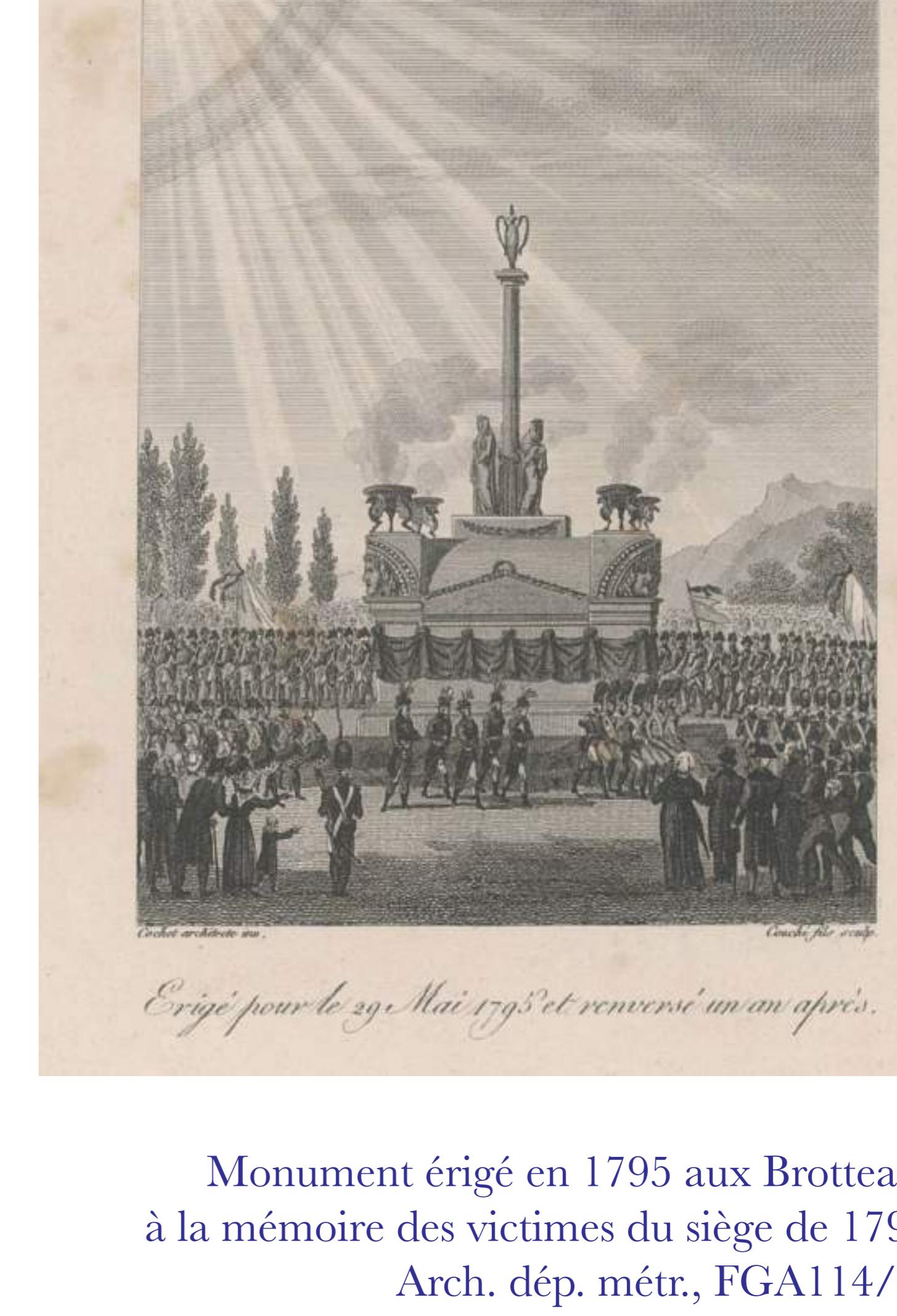
## Condamner la Révolution : la chapelle expiatoire

La mémoire de la Révolution à Lyon passe d'abord par le souvenir des pertes humaines qu'elle a engendrées. Aux Brotteaux, où les rebelles lyonnais ont été mitraillés, un premier monument à la mémoire des victimes du siège de 1793 est inauguré dès le 29 mai 1795, date symbolique, mais il est détruit l'année suivante.

Avec la Restauration (1814) est lancé le projet d'un deuxième monument élevé entre 1817 et 1819. Cette « chapelle expiatoire » contient les ossements des victimes du siège, exhumés en 1823, ainsi que le tombeau du général Précy.



Programme du concours pour la construction d'un monument religieux élevé aux Brotteaux, 1816.  
Arch. dép. métr., 4T32



Monument érigé en 1795 aux Brotteaux à la mémoire des victimes du siège de 1793.  
Arch. dép. métr., FGA114/23

Monument religieux élevé en 1819 aux Brotteaux à la mémoire des victimes du siège de 1793.  
Arch. dép. métr., FGA114/20

À la fin du siècle, le monument pyramidal est détruit et une nouvelle chapelle est construite entre 1898 et 1901 quelques mètres plus loin. Inaugurée en 1906, elle est toujours en place aujourd'hui.

## Célébrer la Révolution



En 1848, la Deuxième République adopte la devise révolutionnaire « Liberté, égalité, fraternité ». Enfin, la Troisième République réhabilite les symboles révolutionnaires : la Marseillaise devient hymne national en 1879 et le 14 juillet fête nationale en 1880.

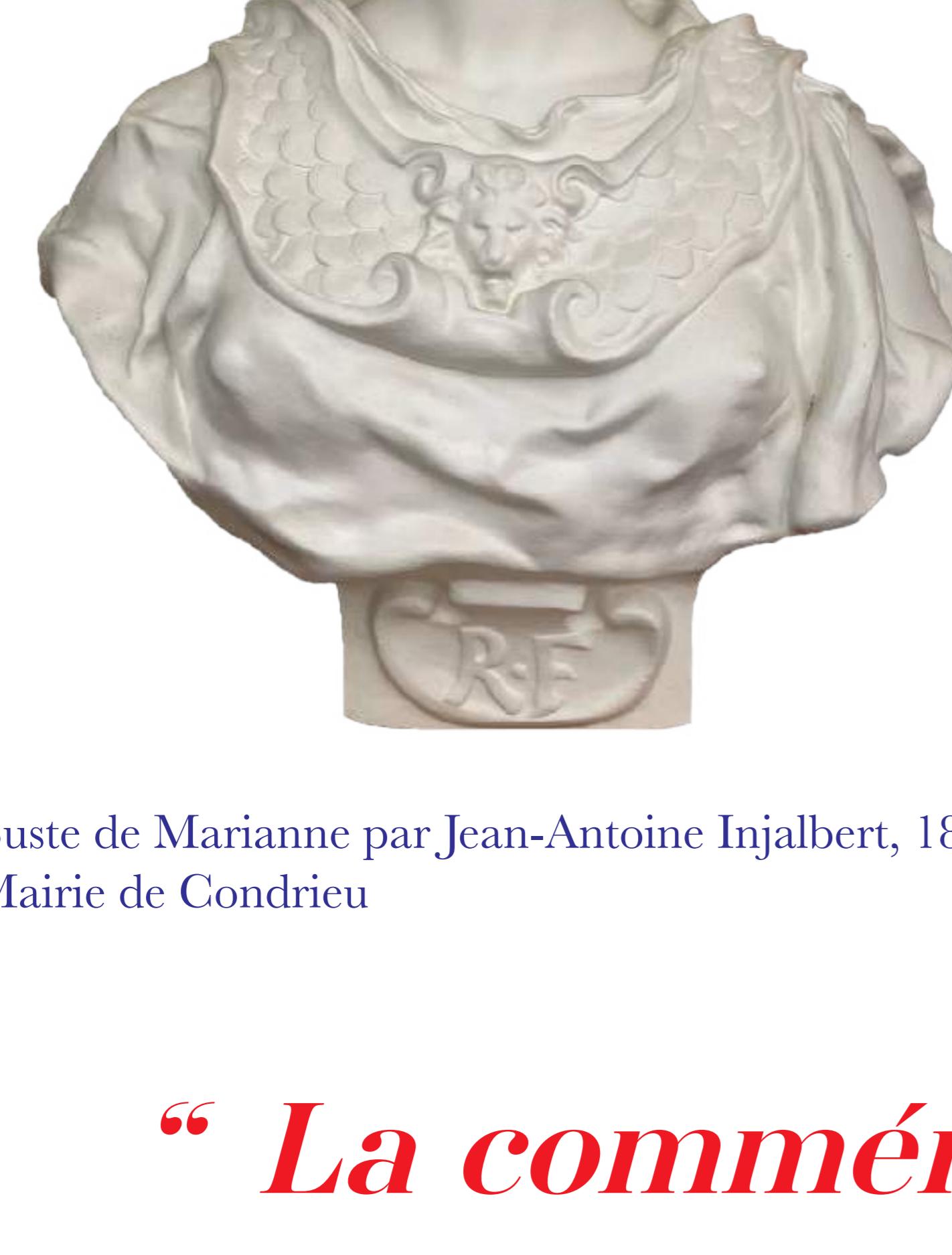
Les centenaires de la Révolution et de la République suscitent de nombreuses célébrations à Lyon : une statue incarnant la République est dressée place Carnot en 1889 et le 22 septembre 1892, la fontaine Bartholdi est édifiée place des Terreaux.

La mémoire de la Révolution française est régulièrement célébrée aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Issue elle-même d'une révolution, la Monarchie de Juillet reprend certains symboles révolutionnaires comme le drapeau tricolore. Elle utilise également le modèle des fêtes commémoratives comme la fête des Trois glorieuses qui célèbre les « journées de juillet » de 1830.

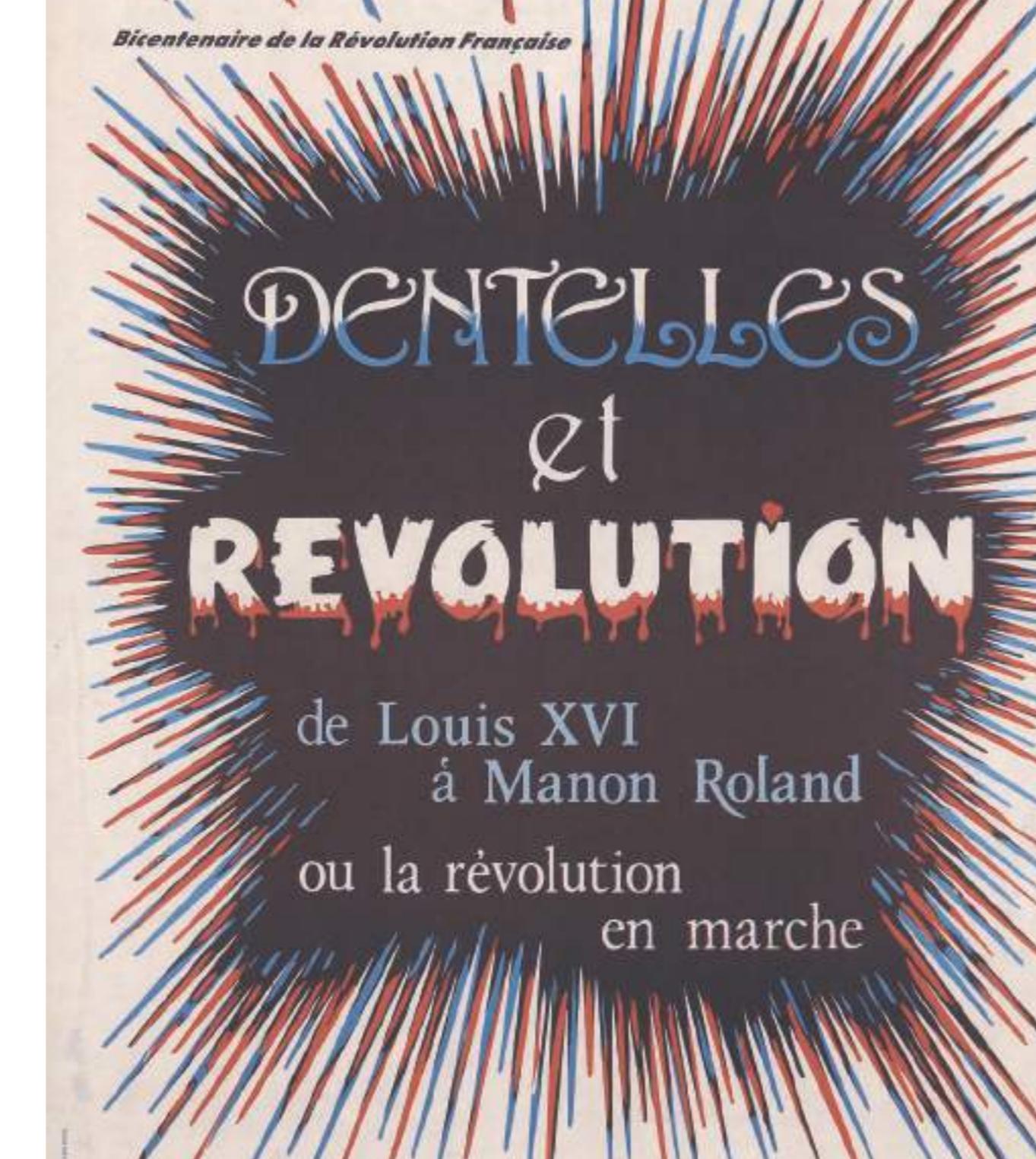
Inauguration du drapeau tricolore, le mardi 3 août 1830, s.d.  
Arch. dép. métr., FGA 126/11



Paroles et partition de la Marseillaise, [1914-1919].  
Arch. dép. métr., 245J1



Buste de Marianne par Jean-Antoine Injalbert, 1889.  
Mairie de Condrieu



Affiche du bicentenaire de la Révolution Française à Amplepuis, 1989.  
Arch. dép. métr., 282J383

En 1989, la célébration du bicentenaire est également un événement de grande ampleur.

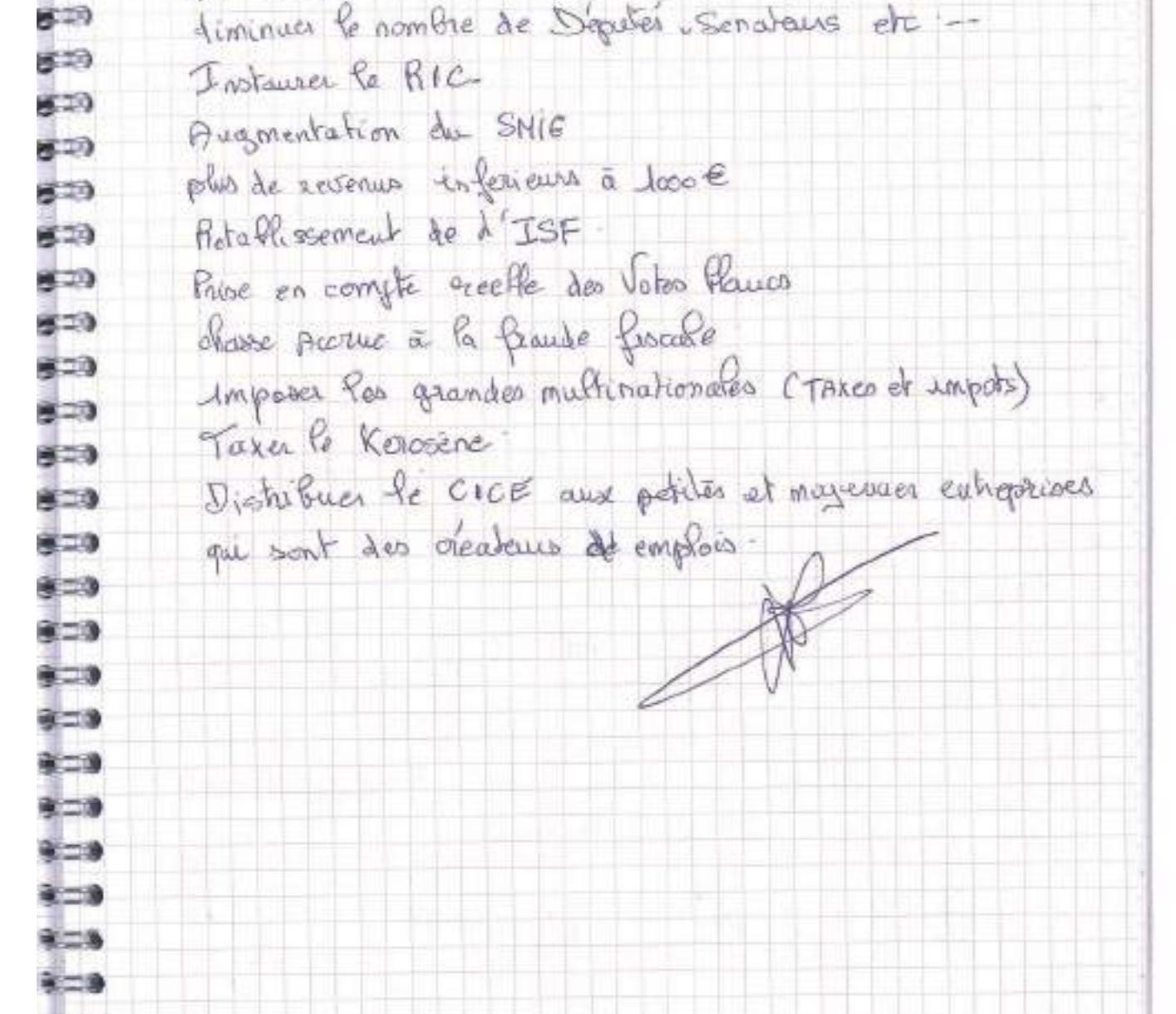
“ La commémoration du Bicentenaire est l'occasion de réfléchir sur les fondements de notre société, de notre nation, de notre République ,”

Rhône 89 par le Comité de la Libération du Rhône, janvier 1989.  
Arch. dép. métr., 2785W18

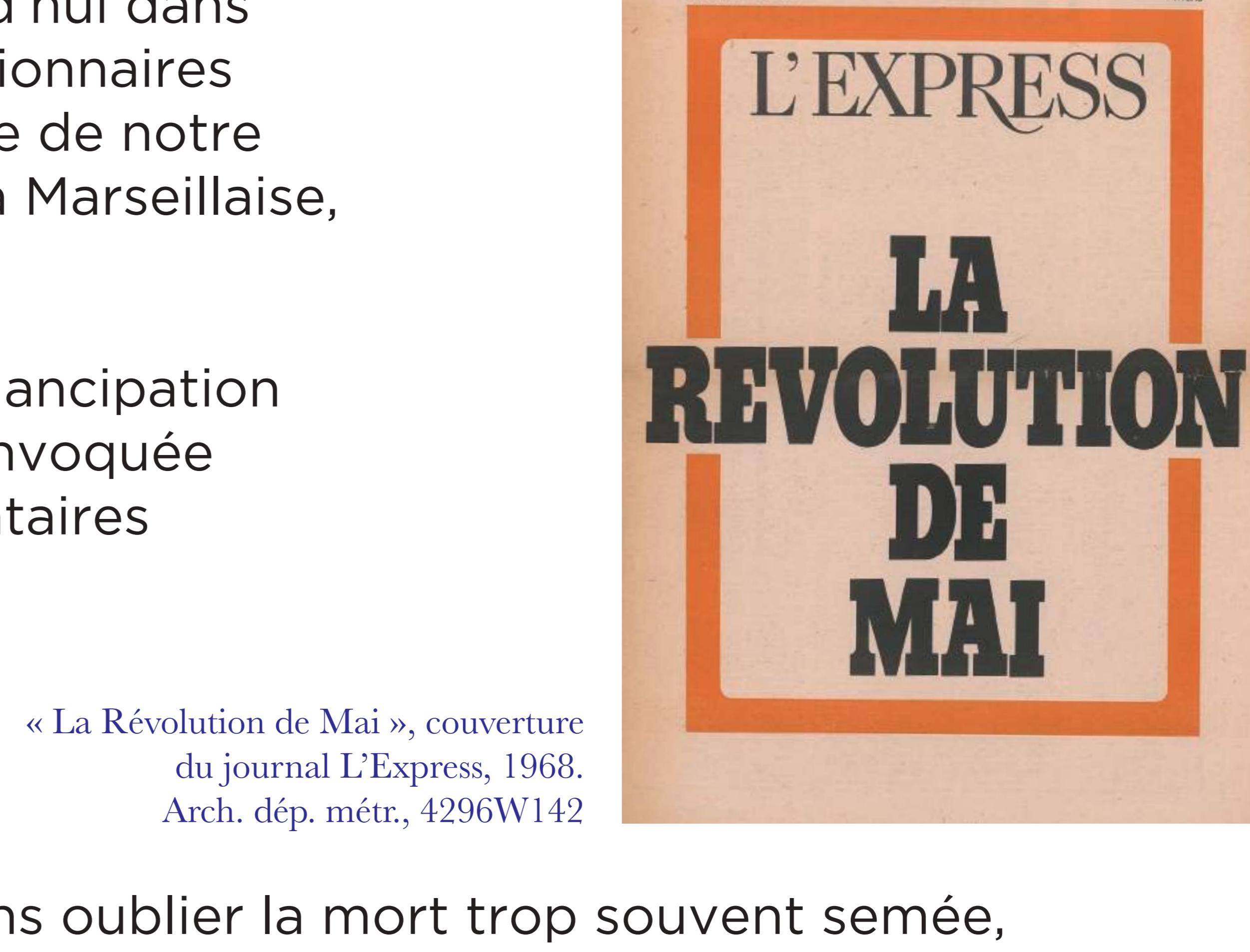
# L'imaginaire de la Révolution dans notre société contemporaine

Les images et les valeurs portées par la Révolution française ont traversé les années jusqu'à s'intégrer aujourd'hui dans notre inconscient collectif. Les symboles révolutionnaires assimilés par la République font partie intégrante de notre environnement et ne sont pas remis en cause : la Marseillaise, Marianne ou le drapeau tricolore.

1789 évoque pour beaucoup de Français une émancipation collective. La Révolution française a ainsi été convoquée lors des manifestations et mouvements contestataires contemporains, de Mai 68 aux Gilets jaunes.



Cahier de doléances et de propositions n° 1 de Villefranche-sur-Saône, 2018-2019.  
Arch. dép. métr., 5545W167



« La Révolution de Mai », couverture du journal L'Express, 1968.  
Arch. dép. métr., 4296W142

Aujourd'hui, sans oublier la mort trop souvent semée, la Révolution française conserve aux yeux du monde une image de précurseur, une forme d'étendard de la conquête toujours inachevée des droits de l'homme.



Cahiers de doléances des communes de La Mulatière, Saint-Jean-la-Bussière et Saint-Laurent-d'Agny, 2018-2019.  
Arch. dép. métr., 5545W36, 63, 130 et 135

**“ Le peuple français proclame solennellement son attachement aux Droits de l'homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils ont été définis par la Déclaration de 1789 ,”**

Préambule de la Constitution de la V<sup>e</sup> République, 4 octobre 1958.

Cette exposition a été réalisée par les Archives du département du Rhône et de la métropole de Lyon : Christelle Nouveau et Marion Giraud, sous la direction de Bruno Galland.

Avec le concours d'El-Kier Belkacem, Noémie Bréchot, Agathe Daronnat, Morgane Didier, Agnès de Zolt, Mahaut Faré, Eddy Moiroux, Jean-Paul Moyne-Berthon, Carole Paret, Elisa Sabatier.

Avec le concours **scientifique de :**

Natacha Coquery, professeure d'histoire moderne, Université Lyon 2

Mairie de Condrieu : Philippe Marion, maire

Paul Chopelin, maître de conférences en histoire moderne, Université Jean Moulin Lyon 3

Mairie de Létra : Didier Chavand, maire

Xavier de la Selle, directeur du musée d'Histoire de Lyon-Gadagne

Département du Rhône : Jean-Marie Martino, directeur général des services, Muriel Hennetin, directrice générale adjointe, Pierre Girin, Olivia Maurens, Coraline Chervier, Joris Cochett, Julien Bourreau, Emma Fargère

Sophie Malavieille et Damien Richard, conservateurs en chef, Archives départementales et métropolitaines

Métropole de Lyon : Anne Jestin, directrice générale des services, Julien Rolland, directeur général adjoint, Adélaïde Horrein-Beffy, directrice

**Merci aux institutions et particuliers qui ont prêté des documents et objets ou apporté leur concours :**

Jean-Pol Donné, Académie des Sciences, Belles-lettres et Arts de Lyon

Michel Gablin qui a rédigé le texte d'introduction

ainsi qu'à notre **scénographe et graphiste :**

Sev communication : Corinne Lamborot, Mélanie Joumard, Eddy Duterne

**Vous souhaitez emprunter cette exposition, adressez-vous à archives@rhone.fr**